

GLOBE



DOSSIER

International Law: Future Challenges

L'INSTITUT

Un réseau en expansion

LA MAISON DE LA PAIX

Entretien avec l'ambassadeur
Stefano Toscano, directeur du Centre
international de déminage humanitaire
de Genève (CIDHG)

THE GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

ÉDITORIAL

- 02** Une communauté de recherche – *Philippe Burrin*

L'INSTITUT

- 03** La nouvelle présidence du Conseil de fondation
04 Ecolages et aide financière
06 Un réseau de partenaires en expansion
07 Campus de la paix et développement durable

LA MAISON DE LA PAIX

- 08** Entretien avec l'ambassadeur Stefano Toscano, directeur du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG)

DOSSIER – International Law: Future Challenges

- 12** "International Law in Her Infinite Variety"… 35 Years Later – *Andrea Bianchi*
14 When Does International Law Work? – *Nico Krisch*
16 The Role of International Law in Armed Conflict – *Andrew Clapham*
18 Beyond Intervention: International Law and the Responsibility after Protecting – *Carsten Stahn*
20 Malaise avec la juridiction internationale – *Marcelo Kohen*
22 The New Frontier of Transnational Law – *Thomas Schultz*
24 Trade Negotiations in Crisis? The Real Challenges – *Joost Pauwelyn*
26 La question climatique, au-delà des négociations – *Jorge E. Viñuales*
28 Learning by Doing: Law Clinic Helps Smaller Stakeholders Influence and Benefit from Trade Regimes
29 LawWithoutWalls: Students Address Future Challenges in International Law
30 Why Study International Law at the Graduate Institute?
32 An LLM in Geneva Is Second to None

RECHERCHE APPLIQUÉE

- 33** Applied Research for Givaudan: Value Chain Certification and Sustainable Development: The Case of Vetiver in Haiti

ENSEIGNEMENT

- 34** Le métier d'enseignant: un art, un défi, une responsabilité – *Isabelle Milbert*

IN MEMORIAM

- 36** Yves Collart – Martin Riesebrodt

ALUMNI

- 37** Portrait – *Thierry Zomahoun*

PUBLICATIONS

- 38** Une approche sociologique de la diplomatie nucléaire
40 Nouvelles parutions
44 Découvrir ou relire les ouvrages tirés du fonds historique de l'Institut



Editeur: Institut de hautes études internationales et du développement

CP 136 – CH-1211 Genève 21 | Tél.: +41 22 908 57 00 | graduateinstitute.ch

Responsable d'édition: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch

Crédits photographiques:

Couverture: International Criminal Court (ICC) Prosecutor Fatou Bensouda (right) and senior trial lawyer Eric Mac Donald (left) talk on 19 February 2013 before the start of the hearing of former Ivory Coast President Laurent Gbagbo before the ICC in The Hague. AFP/POOL/Michael KOOREN.

Gérald SCIBOZ (p. 5, p. 7, p. 30, p. 32). Giorgia LINARDI (p. 29). Jean-David CURCHOD (p. 34, p. 38). Eric ROSET (p. 35).

Impression: Juillerat et Chervet

© The Graduate Institute, Geneva, March 2015 | ISSN: 1662-8497

Une communauté de recherche

Philippe Burrin

Directeur de l'Institut



Depuis l'achèvement de la Maison de la paix, la comparaison de l'écrin et du bijou est souvent entendue. De fait, si le bâtiment arrête et retient le regard, le milieu qu'il abrite a bien plus d'attrait encore. Ce milieu est cosmopolite et fier de l'être; il reflète la diversité culturelle du monde et promeut le respect que cette diversité mérite. Et surtout, il produit une substance intellectuelle de haut niveau qui est due au travail d'une centaine de professeurs et de chercheurs en résidence et à la contribution de 850 étudiants postgrades attirés par la perspective d'une formation approfondie et par la richesse de ce milieu. C'est le cas en particulier de nos 320 doctorants qui constituent un réservoir de talents sans équivalent dans notre domaine de spécialisation en Suisse ou dans le monde.

Frappant par sa densité et sa qualité, ce milieu est davantage qu'un milieu: il est une communauté de recherche. Celle-ci est caractérisée d'abord par l'unité de l'objet d'études. Chercheurs confirmés ou jeunes chercheurs, tous veulent éclairer le monde contemporain dans ses dimensions globales, internationales et transnationales en ciblant des thématiques majeures: le commerce, les conflits, l'environnement, les migrations, la santé, les questions de genre et de gouvernance, les rapports entre finance et développement, religion et politique, etc.

Mais si l'objet d'études est commun et embrasse les grands défis de la planète, les approches sont multiples, ce qui fait la variété et la richesse des travaux produits. Chaque chercheur maîtrise une discipline des sciences sociales et développe une spécialisation thématique et/ou régionale en tirant parti d'une pluridisciplinarité qui favorise l'échange et la fécondation des savoirs. Sur chaque thématique et sur chaque région du monde, une riche expertise est présente, qui est stimulée par le dialogue et la collaboration à partir d'angles variés.

Plus au fond, ce qui tient ensemble l'unité de l'objet et la diversité des approches, c'est une inspiration: l'intérêt pour les problèmes actuels ou émergents du monde, la volonté de les étudier avec rigueur, le souci de leur trouver des solutions. Cette inspiration fait que notre communauté de recherche trouve dans la Genève internationale un environnement propice. Il permet, en effet, de relier directement l'étude universitaire aux politiques publiques de la communauté internationale. Il nous encourage à produire et partager un savoir axé sur les valeurs de la coopération et de la paix.

La nouvelle présidence du Conseil de fondation

Philippe Burrin

Directeur de l'Institut

ROLF SOIRON

Président du Conseil de fondation

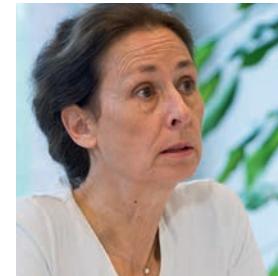


Rolf Soiron a présidé pendant dix ans le Conseil de l'Université de Bâle. Il est membre de l'Assemblée du Comité international de la Croix-Rouge. Actif dans le monde économique suisse, il préside le conseil d'administration de Lonza

et a siégé dans les conseils de plusieurs entreprises, parmi lesquelles Holcim et Synthes. Il a également présidé le conseil du *think tank* Avenir Suisse.

BETH KRASNA

Vice-présidente du Conseil de fondation



Beth Krasna est membre du Conseil des Ecoles polytechniques fédérales depuis 2003 et présidente du comité d'audit depuis 2008. Elle siège aux conseils d'administration de Bonnard & Gardel Holding SA, de Coop, de Raymond Weil SA et de Symbiotics SA. Depuis mai 2014, elle est directrice générale de The Roberto Giori Company Ltd. Mme Krasna est également membre de l'Académie suisse des sciences techniques.

« Grâce à l'excellence de sa recherche et de son enseignement ainsi qu'à ses compétences dans les projets interdisciplinaires, l'Institut est bien positionné pour accroître son influence dans les années à venir. J'aimerais qu'il joue un rôle plus marqué dans les *think tanks* et dans l'élaboration des politiques afin de gagner encore en visibilité et en importance à Genève, en Suisse et dans le monde. »

« Le Conseil de fondation est fier de l'Institut, qui est devenu une institution académique de référence pour l'étude des affaires internationales. Il doit veiller à ce que la gestion, l'organisation ainsi que les bases légales et financières de celui-ci continuent à créer les conditions et les perspectives attirant des professeurs et des étudiants de qualité. Les institutions académiques sont aujourd'hui confrontées à une certaine lourdeur dans leur management. C'est pourquoi l'Institut se doit de conserver un mode d'administration léger, souple et efficace. »

Ecolages et aide financière

L'institut a une vocation internationale. Il recrute des étudiants dans le monde entier, indépendamment de leurs moyens financiers. Or, deux tiers des candidats à nos programmes d'études sollicitent une aide financière, ce qui requiert une mise de fonds sans commune mesure avec celle dont peuvent avoir besoin des institutions universitaires dont le réservoir est principalement national ou régional.

Depuis 2007, l'institut déploie un effort considérable pour relever ce défi. Alors qu'il y a dix ans le soutien financier des deux instituts réunis s'élevait à environ 1 million de francs suisses, il est passé à 3,9 millions en 2014, un chiffre à mettre en perspective avec les 2,5 millions de taxes d'écolages encaissées cette même année. Sur ces 3,9 millions, 3 millions proviennent des fonds propres de l'institut ainsi que de dons privés et 900 000 francs d'exonérations de taxes.

Aujourd'hui, l'institut soutient financièrement un peu plus de deux cents étudiants, que ce soit par des bourses (équivalant à 132 bourses complètes de 18 000 francs par an), par l'exonération des écolages ou par les deux à la fois. A cela s'ajoute le soutien indirect que représentent les salaires versés à des étudiants travaillant comme assistants d'enseignement ou de recherche. Au total, un tiers de nos étudiants reçoit une aide dont l'importance n'a guère d'équivalent où que ce soit dans le monde.

Mais ce soutien, aussi substantiel soit-il, ne suffit pas. Certains étudiants admis ne peuvent venir faute de bourse. Quant aux étudiants inscrits, une partie demande un soutien qui ne peut être octroyé. Si un tiers de nos étudiants ne demande pas d'aide financière et qu'un autre tiers reçoit un appui direct ou indirect, au moins une partie du dernier tiers ferait des études dans de meilleures conditions avec une aide même partielle.

C'est la raison pour laquelle le Conseil de fondation de l'institut a décidé d'augmenter les écolages de 3000 à 5000 francs par an pour les résidents et de 5000 à 8000 francs pour les non-résidents. Cette mesure s'appliquera aux étudiants arrivant cet automne et ne concerne pas ceux qui sont en cours d'études. Elle sera effective pour l'ensemble du corps étudiant dans quatre ou cinq ans. Les moyens supplémentaires ainsi obtenus seront affectés à l'aide financière aux étudiants et permettront de renforcer leur diversité géographique et sociale.

Dans cette politique d'aide financière, l'institut peut compter sur la mobilisation de personnes qui partagent ses valeurs et apprécient son rôle pour la formation de futurs acteurs internationaux, qui deviendront des amis de Genève et de la Suisse. Les collaborateurs de l'institut, du Conseil de fondation au personnel administratif en passant par les enseignants, participent à cette mobilisation et réunissent depuis trois ans le montant nécessaire à une bourse complète. Elle a été attribuée cette année à Jerik Cruz, un étudiant originaire des Philippines inscrit au master en études du développement. De même, les anciens étudiants de l'institut offrent chaque année une bourse, tout comme le chapitre des anciens de Washington, qui est un modèle pour nos chapitres à travers le monde. De nombreux amis de l'institut nous apportent également leur soutien.

L'institut bénéficie enfin de l'appui apprécié d'une série de fondations, pour certaines depuis des années, comme la Mitteleuropa Stiftung, la Fondation Hans Wilsdorf, la Fondation Ousseimi et la Fondation Pierre du Bois, auxquelles se sont adjointes récemment la Fondation Zdenek et Michaela Bakala et la Fondation Prunier (voir ci-contre).

A tous ces donateurs qui se mobilisent, conscients de l'impact qu'une bourse peut avoir sur la destinée d'un jeune, l'institut adresse ses chaleureux remerciements.

→ [graduateinstitute.ch/donors](#)

Pour apporter votre soutien:

→ [graduateinstitute.ch/support-us](#)



Bibliothèque Kathryn et Shelby Cullom Davis
(alumni de l'institut)

La Fondation Prunier

La Fondation Prunier a pour but de promouvoir l'éducation et la culture dans le monde, notamment au Japon, et de favoriser les relations culturelles et éducatives entre la Suisse et le Japon. Elle a fait don à l'institut d'un demi-million de dollars qui serviront à financer des bourses pendant cinq ans pour des étudiants intéressés par les questions de développement.

Li Mingcong, étudiante chinoise en première année de master en études du développement, et Taira Junko, étudiante japonaise en deuxième année de master en études du développement, sont les premières bénéficiaires de ces nouvelles bourses.

La Fondation Zdenek et Michaela Bakala

La Fondation Zdenek et Michaela Bakala est engagée dans diverses initiatives liées à l'éducation et aux droits humains. Elle offre des bourses de mobilité à des étudiants de l'institut afin de leur permettre de passer un semestre dans une institution américaine réputée.

Pour l'année académique 2014-2015, les bénéficiaires sont Anina Dalbert, qui ira à la Fletcher School de l'University Tufts, Etienne Michaud, qui ira à la Elliott School de l'Université George Washington, et Matthias Van den Heuvel, qui ira à Yale.

La Fondation Bakala de Prague, qui soutient des étudiants tchèques, a attribué de son côté une bourse à Pavel Mraz pour des études de doctorat en relations internationales/science politique à l'institut.

→ [www.fondation-zmb.ch](#)



L'INSTITUT

Un réseau de partenaires en expansion

Le réseau international de l’Institut comprend actuellement une trentaine de partenaires universitaires, dont une majorité se trouve dans des pays émergents. Nos étudiants apprécient particulièrement ces possibilités d’échange: une soixantaine d’entre eux sont partis l’an dernier chez l’un de nos partenaires, généralement pour un semestre. Au-delà des échanges d’étudiants, ces collaborations permettent de créer des synergies sur le plan de l’enseignement et de la recherche en facilitant l’accueil de professeurs et de chercheurs invités. Depuis deux ans, un autre cercle de partenariats se met en place, les uns avec des institutions universitaires, les autres avec des institutions internationales.

Université de Pékin.
© Daniel NG,
<http://www.flickr.com/photos/galaygobi/>
2553734742

Doubles diplômes

En 2014, l’Institut a conclu avec la Harvard Kennedy School un accord pour un programme de double diplôme. Ce programme, généreusement soutenu par M. Pierre Keller, a accueilli en automne dernier ses trois premiers participants. Par ailleurs, des discussions portant sur des doubles diplômes de master sont en cours avec Oxford et Yale.

Un type de double diplôme un peu différent, portant sur une articulation entre bachelor et master, a donné lieu à des accords avec l’Université de Pékin et le Smith College. Ces programmes permettront à d’excellents étudiants d’être admis à l’Institut à la fin de leur troisième année de bachelor pour commencer une année d’études qui comptera à la fois comme la dernière du bachelor et la première du master. D’autres accords du même type sont actuellement en préparation avec l’Université de Hong Kong, le Amherst College et le Wellesley College.

Senior Fellows in Residence

Au-delà du monde universitaire, l’Institut développe des partenariats avec des institutions internationales de premier plan. Désireux d'accueillir leurs cadres au bénéfice d'un congé sabbatique, il a établi un programme de *Senior Fellows in Residence* qui offre des conditions favorables à une recherche, notamment en tirant parti de l'interaction avec les professeurs et les étudiants de l’Institut et de la richesse d’expertise de la Genève internationale.

Outre l’ONU, l’Institut est aujourd’hui inscrit sur la liste des institutions agréées par la Commission européenne dans le cadre du *EU Fellowships Programme*. Cette liste comprend actuellement l’Institut européen de Florence, Oxford, Harvard, Yale, l’Université de São Paolo, l’Université nationale de Singapour et l’Université nationale australienne. L’Institut pourra ainsi accueillir dans les prochaines années de hauts fonctionnaires européens qui utiliseront leur congé pour mener une recherche et jouer le rôle de «ambassadeurs» de l’Union européenne.

→ graduateinstitute.ch/academic-network



L'INSTITUT

Campus de la paix et développement durable

Entretien avec Bruno Chatagnat, directeur administratif

La réflexion sur le développement durable à l’Institut a débuté en 2012. Quelles actions ont été menées depuis et pourquoi?

Le projet du Campus de la paix a été une opportunité pour développer notre politique dans ce domaine. Nous avons tout d’abord effectué un état des lieux et une étude d’impact afin de déterminer les domaines d’action prioritaires. Cette démarche a été complétée par un important

travail de *benchmarking* afin de comparer les actions menées dans les autres universités. Nous avons ainsi pu dégager quatre domaines sur lesquels nous souhaitions nous concentrer: achats, déchets, énergie et mobilité.

L’emménagement dans la Maison de la paix en septembre 2013 a favorisé la mise en place d’actions concrètes. Nous avons, par exemple, pris en compte les aspects environnementaux et sociaux lors des appels d’offres pour l’achat de biens et de fournitures et pour les contrats de prestation. Nous avons encouragé le tri et le recyclage des déchets par l’installation de containers et avons instauré une prime pour la mobilité durable pour tous les collaborateurs en contrat de longue durée. L’installation d’imprimantes plus performantes a aussi permis de limiter considérablement les impressions.

Quelle structure a été mise en place pour soutenir cette démarche?

Afin de formaliser et d’ancrer cette démarche dans la structure institutionnelle, le développement durable a été rajouté dans la charte de l’Institut et dans les cahiers des charges des personnes directement concernées. Le développement durable a été rattaché à la direction administrative mais nous avons souhaité garder une approche transversale car il doit être global, systémique et présent à tous les niveaux. Une commission composée de représentants du personnel académique et administratif a été créée, et un comité plus opérationnel mis en place.

On parle beaucoup de responsabilité sociale ou sociétale des entreprises (RSE). Avez-vous intégré cet aspect dans votre réflexion?

Le développement durable repose sur les notions fondamentales du bien-être et de la solidarité. On ne peut pas aborder le développement durable sans prendre en compte la RSE et inversement. Il faut donc concilier le progrès économique et social avec le respect de l’environnement physique et humain. L’un de nos objectifs est de motiver le personnel par une égalité de traitement, par la formation et le développement de compétences afin de cultiver son employabilité. Nous souhaitons également offrir des conditions de travail flexibles et contribuer à la cohésion sociale de l’Institut. Nous poursuivons enfin nos efforts pour construire une communauté solide autour de valeurs telles que le développement durable.



M. Bruno Chatagnat.

Entretien avec l'ambassadeur Stefano Toscano

Directeur du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG)

Pouvez-vous nous rappeler la mission du centre que vous dirigez ?

Le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG) œuvre à l'élimination des mines, des restes explosifs de guerre et d'autres engins explosifs, afin d'assurer la sécurité des populations et de favoriser le développement des pays touchés. Pour atteindre cet objectif, le

CIDHG soutient les efforts des autorités nationales, des organisations internationales et de la société civile qui travaillent sur le terrain.

En fonction des besoins, nous mettons à disposition des experts pour la mise en place et le suivi de programmes de lutte antimines, en tant que conseillers et formateurs sur les questions de stratégie, de gestion ou d'opérations. Nous contribuons également au développement de standards internationaux qui garantissent un travail efficace en toute sécurité. Enfin, nous appuyons la mise en œuvre des conventions sur l'interdiction des mines antipersonnel (Convention d'Ottawa) et sur les armes à sous-munitions (Convention d'Oslo), ainsi que d'autres instruments du droit international.

Aujourd'hui, si nous mettons toujours l'accent sur les activités de déminage et continuons à répondre aux demandes des Etats, nous élargissons notre mandat pour prendre en considération les développements récents du secteur.

Quels sont les principaux défis qui vous attendent ?

Les mines, les armes à sous-munitions et les autres restes explosifs de guerre ont une vie qui leur est propre. Ils ne disparaissent pas simplement après la fin des conflits, mais continuent de mutiler et de tuer sans distinction pendant des années ou des décennies.

A l'issue de la conférence qui les a réunis à Maputo en 2014, les Etats parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel se sont engagés, dans la mesure du possible, à intensifier leurs efforts pour dépolluer les zones contaminées d'ici 2025. De nombreux pays ont encore besoin d'aide pour remplir les objectifs de la

convention ; le CIDHG s'efforce de soutenir ces pays pour restituer les terres contaminées plus rapidement et avec moins de moyens. Rappelons que l'on compte aujourd'hui encore une soixantaine d'Etats affectés par les mines. Et si le nombre de victimes recensées a baissé de deux tiers depuis la fin des années 1990, on estime néanmoins que près de 3300 personnes sont blessées ou tuées par des mines chaque année – en majorité des civils¹.

En dehors du cadre des Conventions d'Ottawa et d'Oslo, d'autres défis perdurent et s'aggravent même, tels que la contamination à long terme par des restes de guerre. Le CIDHG développe des outils adéquats pour les pays touchés, basés sur l'expérience de plusieurs pays d'Europe, où des centaines d'engins datant de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale sont découverts chaque année. Il accompagne les autorités nationales dans la gestion de ce problème et leur propose d'envisager des approches plus durables, fondées sur des données probantes. Le CIDHG se concentre aussi sur le problème croissant des munitions non explosées ou abandonnées qui menacent la sécurité des populations même après les conflits.

Enfin, un défi important pour nous est de mieux intégrer l'action contre les mines aux questions liées au développement, à la promotion de la paix et à la sécurité. Nous avons élaboré des méthodologies et des outils pouvant servir à d'autres secteurs, et vice versa. La lutte contre les mines a beaucoup à offrir et à tirer de tels échanges. Elle contribue par exemple à soutenir la gestion des dépôts d'armes explosives ainsi que les réformes du secteur de la sécurité.

La Maison de la paix peut-elle vous aider à relever ces défis ?

Comme expliqué plus tôt, les organisations œuvrant contre les mines élargissent aujourd'hui leur mandat et leur coopération intersectorielle. La Maison de la paix est l'illustration de ce recouplement de compétences : elle a le potentiel d'être une plate-forme importante pour bâtir des ponts entre organisations de nature et de mandat différents ; elle nous permet de répondre aux attentes plus larges des pays touchés par des problèmes de sécurité et de développement.



ZIMBABWE,
vallée de Burma :
Opérations
de déminage.
2013.
© Christine
SPRING

Un exemple concret est celui de la question du suivi et de l'évaluation de projets dans le domaine de la paix, de la sécurité et du développement, qui prend de plus en plus d'ampleur. Nous avons joint nos forces, ces dernières années, avec le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) et le Small Arms Survey, également basés à la Maison de la paix. Nous dispensons dans ce domaine des formations de plus en plus demandées.

Un autre exemple est notre collaboration avec l'Institut sur des projets de recherche conjoints qui rassemblent compétences académiques de haut niveau et recherche appliquée en vue de fournir des solutions aux besoins sur le terrain. Ce partenariat a déjà porté ses fruits, notamment en matière de protection de l'environnement dans l'action

contre les mines. Ces projets, qui font partie du curriculum des étudiants de master en relations internationales, complètent l'expertise du CIDHG tout en initiant les étudiants à la coopération internationale.

Associé à la Maison de la Paix, le CIDHG contribue plus que jamais au rôle et à l'attractivité de Genève en tant que centre pour la diplomatie mondiale, ce qui renforce la confiance que nous portent nos partenaires. N'oublions pas que c'est au cœur de la Genève internationale que l'on planifie et que l'on organise le suivi des Conventions d'Ottawa et d'Oslo, et que se réunissent chaque année les acteurs concernés.

→ www.gichd.org

¹ Landmine Monitor 2014, <http://www.the-monitor.org>.



DOSSIER

INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES





INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

“INTERNATIONAL LAW IN HER INFINITE VARIETY”... 35 YEARS LATER

Andrea Bianchi

Professor of International Law

INDONESIA, Jakarta: An activist from Greenpeace displays placards calling on Japan to respect international law. Japan kills hundreds of whales each year in Antarctic waters using a loophole in a 1986 international moratorium which allows their killing for research.

25 November 2012.
AFP/Bay ISMOYO

Thirty-five years ago the late Harvard Law Professor and International Court of Justice Judge Richard R. Baxter wrote in the *International and Comparative Law Quarterly* an article – “International Law in Her Infinite Variety” – that is very well known and often cited in international legal scholarship. Baxter meant to refer to the almost infinite variety of the ways in which international normativity can manifest itself, from the binding character of

treaty rules to the wide array of soft law instruments that, even back then, were increasingly adopted by states and other international law actors to set up international normative standards.

Looking back after so many years, one cannot but notice that “the infinite variety” is not only concerned with its different types of rules, but with the whole of international law itself. International law bears on all matters of contemporary concern: peace and

security, health, trade, investment, environment, and human rights protection both in peacetime and in times of armed conflict. Practically all areas of social life and regulation are affected by international or transnational legal standards. International law is present in our everyday life. If letters reach our relatives far away on other continents or if we are able to board a plane, take off and land in an airport in another country, this is due to the operation of international agreements

and international institutions. Making payments across borders or investing in foreign countries is also made possible by international law.

Doubts are occasionally raised about the effectiveness – or even the existence – of international law when things go dramatically wrong. The incapacity of international law to free the world from the scourge of war, to eliminate international terrorism, or to wipe out human rights violations come to mind as apt illustrations. The irony of this is that nobody would question the existence or the utility of domestic law because murders are still committed or because burglaries are on the rise! Yet such is the fate of international law! It always comes with a promise of a better world. And cynics are there to warn us that this is unlikely to happen and that such a promise is doomed to be broken.

At the same time, international law represents an emancipatory project for all those people who see in it the potential for fostering progress and for enhancing the condition of humankind. Human rights and international criminal justice are brandished as instruments of justice to eradicate evil and punish the perpetrators of heinous acts against human dignity. Idealists find their home in an often-romanticised version of international law, where law is synonymous with justice.

Others look at international law in rather pragmatic terms as an instrument whereby international intercourse takes place and day-to-day international business is carried out. It is a tool to get things “legal” done across boundaries. At times it may not work, as is the case with any other human endeavour, but its existence is not called into question and its overall performance is regarded as satisfactory, short of any unreasonable expectation about improving the state of the world.

The cynical view, the romantic vision and the pragmatic approach could also be seen as different ways of apprehending international law in its (almost) infinite variety. Like in a

kaleidoscope, the assembly of patterns and the change in colours vary depending on how the one who holds the tube twists it and bends it in different directions. The myriad forms that can be seen can have a mesmerising effect and the eye needs time to adjust

conveyors of an alleged objectivity that the law would possess in and of itself. Any time they interpret the law in whatever capacity they act (judge, counsel or academic), international lawyers make choices that affect the ordering of society and the allocation

“International law bears on all matters of contemporary concern: peace and security, health, trade, investment, environment, and human rights protection both in peacetime and in times of armed conflict.”

to their variety and to focus on them. It is never easy to put up with variety, let alone an infinite one! But the complexity of international law makes this an inevitable challenge for any international lawyer.

A final insight from Baxter’s text is worth addressing. Towards the end of his article, Baxter equated the role of the international lawyer – who has at her disposal such a wide array of legal instruments – with that of a social engineer. By interpreting the law, by spotting the applicable legal rules, and by resorting to dispute settlement mechanisms, international lawyers promote and direct social change. In other words, they have the opportunity to fine-tune the law and to adjust it to societal demands. In doing so, they are not the neutral

of power within it. This task carries with it significant responsibility.

It would be desirable that tomorrow’s international lawyers be well prepared to deal with the infinite variety of international law and that the choices that they will have to make in their different professional capacity be inspired by and geared towards communal values. The Graduate Institute’s International Law Department is fully committed to providing its students and future legal professionals with the necessary skills to fulfil such an important task. Ultimately, however, how to use and what to make of “international law in her infinite variety” is for each and every one of us to decide. What we choose in our daily professional activities will shape the future we (want to) build.

WHEN DOES INTERNATIONAL LAW WORK?

Nico Krisch
Professor of International Law

In 1940, Hans Morgenthau – who had finished his postdoctoral work at the Graduate Institute of International Studies just a few years earlier and was on his way to becoming a key postwar international relations theorist – advanced a grim vision of international law. For Morgenthau, “where there is neither community of interests nor balance of power, there is no international law”. This seemed utterly reductionist to many idealists of the interwar years who had hoped that international law would help to transform world politics – that it would help to realise “peace through law”. Morgenthau dismissed such hopes as a dangerous illusion, and in light of German aggression and the breakdown of the Versailles regime, his position struck a chord with many political observers.

This stance has had a deep impact on our thinking about the prospects of international law ever since. For realist scholars of international relations, there was not much to international law beyond the power play of the actors behind it. This changed somewhat when, in the 1980s, attention turned to international law’s role in overcoming collective action problems by stabilising international cooperation. The World Trade Organization’s trade regime became a key example: here, international law helped states achieve welfare gains which all desired but could not achieve in the absence of stable rules and credible mechanisms for detecting non-compliance. Law’s

role in this picture was more substantial than before, but it was still rather limited: changing international politics in a meaningful way was well beyond its purview.

For many international lawyers, especially in Europe, such realist and rationalist approaches failed to capture the full role of international law. Lawyers could not reconcile themselves to the idea that international

following international law was more often a matter of course rather than the result of rational calculus. Over the last fifteen years, as international law has expanded and interest in it has grown, some of these points have been vindicated, but some severe limitations on international law’s effects have become clearer, too.

One part of the new picture of international law is its increasing

“We no longer see international law as merely a reflection of common interests or power relations, but also as a force that can help to alter the political landscape in manifold ways.”

law was merely a tool for governments, its use and acceptance subject to a constant recalculation of costs and benefits. For them, the impact of law and legality was deeper, and

routinisation. As international law has come to cover more and more issue areas, ranging from trade to food safety, environmental protection and the laws of war, governments have established



PERU, Lima: A man puts a Peruvian national flag at the cliff of Costa Verde. Both Peruvians and Chileans await the final ruling of the International Court of The Hague regarding Peru's claim over 38,000 square kilometers of Pacific Ocean that Chile controls, as well as a claim over a slice of international water. 26 January 2014. AFP/Ernesto BENAVIDES

dedicated bureaucracies which often take international rules for granted. This helps to stabilise international law in the face of shifts in political interests and attitudes. But this stabilisation only goes so far: when the stakes are high, legalised routines may be disrupted and compliance again becomes subject to a more direct calculation.

International law’s increasing reach into issues of domestic politics has also brought new players to prominence. In countries with independent judiciaries, domestic courts have turned into key players in the implementation of international law, and they have also become important focal points for social mobilisation, as for example in the area of human rights. Where international rules connect with social, political and judicial actors at the domestic level, they can foster political change and embed themselves more durably in the fabric of national law. Yet the deeper impact of international law in the domestic sphere can also cut the other way. When international law is seen

as too intrusive, it becomes politicised, potentially provoking a hostile response. The current challenges, in Switzerland and elsewhere, against the European Court of Human Rights and those in Latin American countries against international investment arbitration are cases in point.

Yet international law has also been found to have a more broadly transformative effect. On issues such as the general prohibition on the use of force, the range of admissible weapons in war, or the prosecution of international crimes, it has helped to redefine standards of acceptable behaviour, thus altering the realm of possible political action and the costs associated with deviance. Such change has not happened quickly or by itself: it had to rely on active social and political support. In the dynamics of change in international politics, international law may help to crystallise and stabilise normative expectations, but it will always be only one piece among others.



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

THE ROLE OF INTERNATIONAL LAW IN ARMED CONFLICT

Andrew Clapham

Professor of International Law

LEBANON, Bekaa Valley: Lebanese soldiers from the First Intervention Brigade patrol a sandy road in the area of Qaa.
29 March 2007.
AFP/Joseph BARRAK

There is no doubt that international law has outlawed the resort to war to settle disputes between states. International law tells us that, as a rule, the use of force by one state against another state has to be either authorised by the United Nations (UN) Security Council or a necessary and proportionate measure of self-defence in response to an armed attack. Of course, these simple propositions become more complicated in the contemporary world. Is it correct to argue that states can use force against the forces of the so-called "Islamic State" in Syria as a measure of collective self-defence of Iraq in response to an armed attack on Iraq by that same "Islamic State"? Is there room for an exception for humanitarian intervention when the Security Council is blocked and force can conceivably be used to avoid a humanitarian catastrophe? Does a leader who orders force to rescue nationals abroad commit the crime of aggression? Finding one's way through the competing arguments is the task of the international law student at the Graduate Institute — and to attempt to answer them here would not do justice to the complexity of the

issues and would pre-empt the interesting debates I am looking forward to. It is also uncontroversial that international humanitarian law prohibits certain behaviour in armed conflict. Not only are certain weapons, such as chemical weapons, prohibited, but so too is conduct such as targeting civilians or torturing one's prisoners. The lists of prohibitions remain uncontroversial for the most part. Where we have the greatest challenge is that in the contemporary world, in situations such as Syria, thousands of victims are being killed in violation of these norms and there is almost no accountability. States have moreover found themselves incapable of ending these violations.

Is international law part of the problem? Should the UN Charter make it easier for states to intervene to save lives? In this case I doubt that states are really hesitating because they feel constrained by international law. A new international obligation that demanded that states do more to halt violations of the laws of war would not generate the necessary political will to end the egregious violations or even the violence itself. The relatively recent idea of a "responsibility to protect" suggests that the international community of states and the UN itself have to strive to save people from ongoing war crimes, genocide and crimes against humanity. But the normative framework does not provide leaders with the imagination and commitment to do this, it just suggests that they must do something. We need more than law and lawyers to fix these problems.

A further role for international law

is to provide a framework of international criminal law which facilitates the prosecution of war crimes and other international crimes at the national and international levels. Of course, only a tiny handful of the international war criminals will be prosecuted. But everyone fighting in a contemporary conflict should be on notice that their past may one day catch up with them as a result of the opportunities for prosecution that are offered by international law.

It was the Torture Convention that obliged the United Kingdom to detain Pinochet and deny him immunity years after his offences, while the customary laws of war led to the prosecution of those involved in the conflicts in the

former Yugoslavia, Rwanda and Sierra Leone. Just last November, Alieu Kosiah, a former commander of the United Liberation Movement of Liberia for Democracy, a rebel group that fought against Charles Taylor, was detained in Switzerland where he is living and where he may now face prosecution for war crimes. Today the Prosecutor of the International Criminal Court is

proceedings being carried out in Georgia, Guinea, Colombia and Nigeria. Most recently, in January 2015, the Prosecutor opened a preliminary examination into the situation in Palestine. A final role for international law in armed conflict has, in recent months, become very contested. It is fairly clear that international law empowers states and individuals to do things which

of the conflict. There are no obligations to bring such detainees before a judge with a view to prosecution. International law provides the authority to kill, destroy property and detain without trial in circumstances where the law would normally suggest that such behaviour is illegal. But the situation becomes more complex when the enemy is a non-state actor. Can rebels and terrorists be detained without trial until the end of the war on terror? Can they be shot on sight? States are fairly clear that non-governmental opposition forces are not entitled to do these things. So what happened to the equal application of the laws of war to both sides?

International law is less codified in this area, and there is ongoing tension now with some suggesting that international human rights law should be taken into account. This would suggest that states have to justify their violence and detention. They would need to have a basis in law which entitles them to detain those they capture, and that basis should be reviewed by an independent authority. Some see the role of international law as predominantly authorising states to do what they say they need to do. Others see the role of international law as limiting states' margin for manoeuvre and demanding judicial oversight. These issues are currently being fought out in Geneva in fora such as the UN Human Rights Committee and the UN Human Rights Council, as well as in national and international courts. Watch this space.

"It is fairly clear that international law empowers states and individuals to do things which would otherwise be illegal under national law."

engaged in investigations in Uganda, Democratic Republic of the Congo, Central African Republic, Darfur (Sudan), Kenya, Libya, Côte d'Ivoire and Mali. There are preliminary investigations with regard to alleged crimes in Honduras, Afghanistan, South Korea, Ukraine and Iraq, and the Prosecutor is assessing if there are genuine national

would otherwise be illegal under national law. The killing by a state's armed forces of a member of the armed forces of another state in times of armed conflict cannot be prosecuted as murder by the victim's state. The killer has what is called "combatant immunity". In the same way, prisoners of war can be detained until the end





INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

BEYOND INTERVENTION: INTERNATIONAL LAW AND THE RESPONSIBILITY AFTER PROTECTING

Carsten Stahn

Visiting Professor of International Law; Chair of International Criminal Law and Global Justice, Leiden University;
Programme Director of the Grotius Centre for International Legal Studies, The Hague

KOSOVO, Zupce: Fifteen years ago, the Brahimi German troops serving in the NATO-led peacekeeping mission in Kosovo patrol near the Serb erected barricade. 26 October 2011. AFP/Armend NIMANI

Fifteen years ago, the Brahimi Report argued for stronger links between peacekeeping and peacebuilding. There are some modest successes. Studies indicate that the UN has become better at peacekeeping and that such operations have a conflict-reducing effect or contribute positively to peacebuilding. But ending operations rightly remains a weak spot.

One of the hard lessons is that elections or democratic processes alone do not do the job. Few interventions

is at times more prepared to encourage robust protection, as illustrated in the Congo. There are some modest successes. Studies indicate that the UN has become better at peacekeeping and that such operations have a conflict-reducing effect or contribute positively to peacebuilding. But ending operations rightly remains a weak spot.

over the past years have delivered what they promised: stability, better governance, social and economic advancement or rule of law. As UN Secretary-General Ban Ki-moon put it in June 2014: "When there is no clear path towards peace, crises will inevitably recur and peacekeeping operations are much more likely to struggle to meet their mandates." The rise of the Islamic State, turmoil in Libya and enduring violence in Afghanistan illustrate the failures and unintended

side effects of transformative interventions. These interventions have prompted reform in specific sectors, such as economic liberalisation, human rights, development and gender. They have limited threats from specific groups, such as Al-Qaeda.

Libya. The proposal suggests four concrete ways to enhance protective action: better precaution and assessment of impact *ex ante*; greater alignment of means and ends of protection; proportionality of harm caused to the cause of action; and better proced-

participation) or human rights (property, reparation), may require adjustments in order to accommodate the collective nature of violence or the specific tensions of transitions. The law should not silence these tensions but develop context-specific solutions, drawing on good practices.

Relationships of care

Many failures of protective action are linked to vaguely defined goals, premature exit or wrong choices in closure. After Kosovo, it was proposed to enhance follow-up through the responsibility to rebuild. This idea created fears and reservations concerning capacity, burden-sharing and liability of agents. An alternative, and more convincing, normative grounding for responsibility is the theory of care, which focuses on the needs of the subject of protection. Many aspects of peacebuilding rely on relationships of care. Care is a foundational element of the justification of the exercise of public authority over foreign territory or persons. It is inherent in concepts of the law of armed force, such as necessity, proportionality and humanity. Duties of care in exit derive in particular from mandate coherence and preventive duties.

Existing operations provide a number of important lessons. The most essential one is that exit should be treated as a process rather than as an event. Negative peace, i.e. the absence of armed conflict, may not be enough. Self-sustaining peace may require measures to preserve partial gains or minimise losses, including control of spoilers of peace, follow-up action aimed at the stabilisation of political and economic conditions, *ex post* monitoring of peace arrangements, and the continued protection of witnesses and victims.

In existing responses, the responsibility that follows protecting is all too often neglected. Taking it more seriously may lead to better improvisation in future crises, or at least better forms of failure.

"In existing responses, the responsibility that follows protecting is all too often neglected."

But they have done little to build or sustain new state authority or help affected societies emerge from conflict, as initially imagined.

There is a strong tendency to extend the idea of protecting civilians from protection only in armed conflict to a justification for international responses. This extension requires caution. Better strategies are needed to avoid that such action recreate the same conditions that prompted the response. One key factor is a nuanced vision of what responsibility after protection is. The idea that protection involves responsibilities that go beyond immediate protection is still in evolution. It may be grounded in three types of considerations: the "do no harm" principle, normative restraint and relationships of care.

Do no harm

The "do no harm" principle involves precautionary duties and a commitment to minimise harm. It has origins in just war theory and is an accepted standard of humanitarian action. It has direct implications for postconflict planning and commitment. Its contours have been developed in the "Responsibility While Protecting Proposal" tabled by Brazil as a follow-up to the intervention in

ures to monitor and assess mandate compliance. The operationalising of these criteria continues to pose challenges, both in terms of political will and methodology, i.e. the prediction of harm caused by asymmetric conflicts and the secondary consequences of intervention. But the proposal marks an important step in the provision of greater institutional attention to safeguards against abuse and the consideration of what happens after protection from the start of the intervention.

Normative restraint rather than norm entrepreneurship

The postprotection environment involves tensions that cannot be solved in the short term or through standardised solutions. In UN practice, it is more widely accepted that interventions should aim for solutions that are "good enough" in postconflict settings rather than at "root-and-branch" reform. Protective action is more narrowly aimed at fostering structures that increase resilience towards violence rather than at nation-building. Universal norms do not always provide solutions to local problems. Legal regimes in some areas, such as justice (principle of legality), governance (political

MALAISE AVEC LA JURIDICTION INTERNATIONALE

Marcelo Kohen
Professeur de droit international

La création de cours et tribunaux internationaux a de tout temps été considérée comme une avancée décisive pour l'affirmation de la paix et de la justice dans les relations internationales. Le vieux rêve de nombreux auteurs de projets de paix à l'époque des Lumières et même avant a commencé à se faire réalité durant le XX^e siècle. A la Cour de La Haye – qui règle des affaires interétatiques – se sont joints quantité de cours et tribunaux régionaux. Les domaines de leur juridiction sont variés et l'individu a la possibilité d'y avoir accès. D'autres instances de caractère universel ayant compétence dans des champs spécifiques ont aussi vu le jour, telles que le Tribunal international du droit de la mer, l'Organe de règlement des différends de l'OMC et la Cour pénale internationale. La libéralisation économique après la fin de la guerre froide a également provoqué le boom de l'arbitrage commercial et d'investissement.

Cette « prolifération » de tribunaux internationaux a conduit certains à tirer la sonnette d'alarme. Ils discernaient dans ce phénomène des risques de *forum shopping* (chaque partie à un même différend comportant plusieurs éléments choisissant l'organe perçu comme le plus favorable à ses intérêts), de cloisonnement d'un droit international jusqu'alors commun et applicable dans tous les domaines des relations internationales et, enfin, de jurisprudence contradictoire. Ces craintes se sont avérées pour

l'essentiel injustifiées, à l'exception d'une jurisprudence contradictoire qui paradoxalement se manifeste généralement à l'intérieur de certains systèmes juridictionnels et non (avec quelques exceptions non déterminantes) entre les différents organes. L'augmentation du nombre d'affaires portées devant les cours et tribunaux internationaux durant les deux dernières décennies a été exponentielle. Il y aurait de quoi se réjouir que des différends de tout genre finissent par être réglés par un organe

tout comme les acteurs qui les expriment. En Europe, des voix s'élèvent contre la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), jugée trop « interventionniste ». Certains pays latino-américains font la même critique envers la Cour interaméricaine des droits de l'homme. L'Union africaine considère la Cour pénale internationale comme biaisée, jugeant uniquement des Africains, y compris des chefs d'Etat, alors que des crimes commis dans d'autres régions de la planète ne retiennent pas l'attention

« La justice internationale est un bien très précieux dont l'impact dépasse largement les décisions prises dans les affaires qui ont la chance d'être portées devant elle. »

impartial. Pourtant, nous assistons aujourd'hui à un vrai malaise à l'égard des organes juridictionnels internationaux. Les raisons en sont variées,

de cette juridiction. Le système de règlement des différends relatifs aux investissements étrangers baigne dans des contradictions jurisprudentielles



PAYS-BAS, La Haye:
Les juges à la Cour internationale de Justice.
23 février 2004.
AFP/Continental

graves et serait selon certains trop favorable aux investisseurs. Les Etats « boliviens » d'Amérique du Sud se sont retirés du système CIRDI ; d'autres, comme l'Australie ou l'Afrique du Sud, révisent leurs traités bilatéraux de protection des investissements ; d'autres encore, comme le Brésil et l'Inde, restent avec succès en dehors du système. La Colombie s'est retirée du Pacte de Bogota, le traité régional de règlement des différends qui a fourni à la Cour internationale de Justice le plus grand nombre d'affaires, et les Etats-Unis s'obstinent à se maintenir à l'écart de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de son système obligatoire de règlement des différends. Pour ne pas parler du récent avis de la Cour de Justice de l'UE, considérant l'adhésion de l'UE à la CEDH comme incompatible avec le droit de l'UE.

Une réflexion sérieuse s'impose. Si les réactions extrêmes comme le retrait des Etats des systèmes juridictionnels doivent être rejetées, il n'en demeure pas moins que certains

avec lesquels la Cour de La Haye rend ses décisions devraient être raccourcis. Des décisions prétextement « salomoniques », donnant quelque chose à chacune des parties, doivent aussi être évitées si elles ne trouvent pas de véritable justification juridique.

La justice internationale est un bien très précieux dont l'impact dépasse largement les décisions prises dans les affaires qui ont la chance d'être portées devant elle. Sa préservation est la responsabilité des justiciables, mais aussi et avant tout de ceux et celles qui ont l'honneur de l'exercer.



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

THE NEW FRONTIER OF TRANSNATIONAL LAW

Thomas Schultz

SNSF Professor of International Law

Internet auctioneer logo at eBay France headquarters in Paris, 1 July 2008.
AFP/Jacques DEMARTHON

Law does not necessarily have to be something made by states. Perhaps this is what it *should* be. But there is nothing inherent in law that makes it creatable only by states. The world had law before it had states.

What do you do? File a lawsuit? This makes no economic sense. Go to a private form of dispute resolution, such as arbitration? Given the flexibility and scalability of arbitration, this seems more promising. Yet the classic view would still require that the arbitrator apply the law, and "the law" in that view is the law of a state, for instance that of the place where you live, but possibly, depending on the circumstances, it could also be the law of Hong Kong. Simply examining which law should in fact be applied

but the pictures it takes are all distorted (and it is not because of who you photograph). The seller says he will not help you, claiming you must have dropped it.

What do you do? File a lawsuit? This makes no economic sense. Go to a private form of dispute resolution, such as arbitration? Given the flexibility and scalability of arbitration, this seems more promising. Yet the classic view would still require that the arbitrator apply the law, and "the law" in that view is the law of a state, for instance that of the place where you live, but possibly, depending on the circumstances, it could also be the law of Hong Kong. Simply examining which law should in fact be applied

and what it says exactly will most likely create legal fees worth more than the camera. In theory, the law has a solution for such a case, but in practice there is no one to apply it. In theory the law applies; in practice it is a lawless situation. Or is it?

eBay, in essence, fixed this problem by reconsidering what the notion of law means. (Actually, that is not true. The people at eBay did not engage in analytic legal philosophy. But what they did effectively comes down to the same result.) To see the point, let us quickly roll back to the origins of eBay.

Initially eBay was a very small marketplace on which a group of friends sold a few random items.

"The world had law before it had states. At the end of the day, law is whatever we want to recognise as law."

Stories about misbehaviour in that context could easily be shared with other members of the group, allowing the usual mechanisms to enforce social norms to kick in (such as excluding people from a group).

Things became more complicated when the marketplace grew to a few thousand users: it was no longer possible to share stories about misbehaviour with the entire group. What eBay did was to put together a group of six individuals called "The Posse" (a posse is historically a group of people on whom a sheriff would call to enforce the law). Social norms and best practices had meanwhile emerged informally on the marketplace. The Posse's job was to monitor compliance with these norms. In cases of violation, they posted the names of offenders on electronic bulletin boards.

eBay continued to grow. As the community reached millions of users, The Posse was no longer sufficient. Social norms and the usual social control mechanisms within a group were just not enough. New users were not aware of the social norms that had developed on eBay. Monitoring the behaviour of this crowd was no longer

marketplace. They expected that Americans would say US law and Germans German law. But the overwhelming answer was "eBay law". This was so even when these eBay rules openly breached the national law (for example German law) that a court of law would have applied.

In reaction eBay introduced two things to compensate for the effective lawlessness of the place.

The first was a set of written user policies, posted on the Internet, which "codified" the social norms that had emerged. They progressively became more developed and more precise, and regulated more and more aspects of eBay "life". eBay users could even elect representatives who would directly discuss possible amendments to these rules with eBay employees.

The second was a cheap, computer-assisted dispute resolution mechanism that progressively learned from past cases. It referred to nothing but the user policies to resolve the cases.

A few years later, a group of researchers asked eBay users who had satisfactorily resolved their dispute using this system what they thought the applicable law was – that is, they inquired what law eBay users thought determined their rights on the

TRADE NEGOTIATIONS IN CRISIS? THE REAL CHALLENGES

Joost Pauwelyn

Professor of International Law

At first glance, nothing seems to work in the world of trade negotiations. Since it was created 20 years ago, the World Trade Organization (WTO) has not been able to complete a single negotiating round. The so-called Doha Development Round remains pending after 13 years of ups and (mainly) downs. Although WTO members concluded a modest agreement on trade facilitation in Bali in December 2013 (cutting red tape at customs), it took them almost another year to finalise this agreement.

Secondly, although only one new agreement has been concluded among the full WTO membership since 1994,

and dispute settlement. Every day an average of ten WTO meetings are held, most of which discuss detailed implementation issues or resolve technical requests within specialised committees. Over the last 20 years, close to 500 disputes have been filed. Most lead to a negotiated settlement. Others have spawned nearly 350 dispute rulings totalling more than 60,000 pages of jurisprudence.

.

Environmental Goods Agreement (EGA, 14 parties) to liberalise trade in goods that contribute to green growth. Finally, negotiations to expand free trade in information technology products under the Information Technology Agreement (ITA, 80 parties) are pending. Although they involve only a subset of WTO members, the concessions in at least some of these negotiations (EGA and ITA) will be extended to all WTO members on a most-favoured-nation basis.

Thirdly, and most spectacularly, outside the WTO, a panoply of regional trade agreements (RTAs) have been successfully concluded in the last 20 years, totalling close to 400 in force today. Since the WTO's creation, Switzerland has concluded 25 RTAs, most recently with major trading nations such as Japan and China. Negotiations on "mega-regionals" have also been launched, most notably: the Trans-Pacific Partnership (TPP) involving 12 countries (including the United States, Japan, Australia, Chile, Malaysia and Vietnam) and the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP), an RTA between the European Union and the United States that was completely unthinkable until a few years ago. The TTIP alone represents 60% of global GDP, 33% of world trade in goods and 42% of world trade in services.

In other words, depending on where one looks, trade negotiations are in anything but a crisis: they are booming. In this rapidly changing and complex tapestry of trade agreements and trade negotiations, three core

"Finding an institutional division of labour, substantive rules fit for purpose and political support to conclude deals are the real challenges."

A different picture emerges if one looks beyond the headlines of WTO ministerial conferences. Firstly, though not deepening in substance, the multilateral WTO has broadened in membership from 123 to 160 countries. China and Taiwan joined in 2001, Saudi Arabia in 2005, Russia in 2012. The WTO is highly active also in monitoring

subsets of like-minded countries are currently making real progress in several sector-specific negotiations held at or in the context of the WTO. In the field of services, the Trade in Services Agreement (TISA, 23 parties) aims to further liberalise trade in services ranging from finance to transport. Negotiations are also ongoing on an



JAPAN, Tokyo:
Japan's farmers
association leader
Akira Banza (first row left)
and some 3,000
demonstrators,
mostly farmers,
take to the streets,
underscoring
opposition in Japan
to an ambitious
free-trade TPP deal,
as US Vice President
Joe Biden called on
countries to make
"tough choices".
3 December 2013.
AFP/Yoshikazu
TSUNO

challenges arise: one is institutional, another substantive, the last political. Institutionally, the WTO's centricity, to the extent that it has ever existed, is coming to an end. With 160 countries now in the WTO, it is normal that only some generally agreed-upon "public goods" (e.g. discrimination, export subsidies) and "public bads" (e.g. transparency, trade facilitation) will be regulated at the multilateral level. Other issues will need to be agreed regionally, yet others bilaterally or purely domestically, some in binding treaties, others in more malleable guidelines. Variable geometry, also with different commitments between countries depending on the issue area rather than the increasingly artificial developed versus developing country bifurcation, is unavoidable. Institutional divisions of labour and interactions will need to be devised to make the system work.

Substantively, trade regulations, at whatever level they are enacted, need to be tailored to fit new trade realities and to be in sync with what businesses really need: reduced trade costs, regulatory predictability, facilitation of data flows and global supply chains – not the artificial distinctions we now have between commitments in trade and investment or between goods and services.

Politically, support is needed to conclude the trade agreements now under negotiation. Many developing countries, especially China, are understandably happy with the status quo. They will need to be offered something to make concessions. In Europe, popular concern about TTIP is reaching unprecedented levels. This offers an opportunity to engage the public in a discussion on the benefits, and limits, of trade liberalisation. Broad support will require sensitivity to health, environmental and social



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

LA QUESTION CLIMATIQUE, AU-DELÀ DES NÉGOCIATIONS

Jorge E. Viñuales

Professeur de droit de l'environnement à l'Université de Cambridge et professeur invité de droit international à l'Institut

PÉROU, Lima: Mezua Cándido Salazar (à gauche), président de la Coordination nationale des peuples autochtones du Panama représentant l'Alliance mésaméricaine des peuples et forêts, et Tine Sundtoft, ministre du Climat et de l'Environnement de la Norvège, pendant la conférence de l'ONU sur le climat. 9 décembre 2014. AFP/Eitan ABRAMOVICH

La conférence de Lima sur le climat est arrivée à son terme sans grand faste, avec des résultats en deçà de ce que l'on pouvait attendre. Sur les deux points principaux, à savoir le contenu du texte qui servira de base de négociation à Paris en décembre 2015 et les modalités selon lesquelles les Etats devraient déclarer leurs objectifs en matière de réduction des émissions dans les premiers mois de l'année 2015, les progrès ont été bien maigres. Certes, la conférence a permis d'avancer sur le front de l'adaptation aux changements climatiques ainsi que sur celui de l'évaluation multilatérale de

l'action de certains Etats développés, mais la communauté internationale a gaspillé une occasion importante (car négociée au niveau ministériel) de rapprocher ses positions sur des points-clés du tant souhaité (du moins par certains secteurs) accord de Paris. Or, un tel bilan ne surprend plus personne. Nous avons pris l'habitude de cette lenteur, de ce décalage entre le droit et la réalité.

Tout au long de l'année 2015,

l'opinion publique sera confrontée à une véritable cacophonie médiatique portant sur les nombreuses questions que posent les changements climatiques. En effet, notre style de vie est entièrement fondé sur la production

aller à l'essentiel, en embrassant du regard un champ plus large de considérations pour les ramener au noyau du problème. Ce que l'on cherche à faire depuis quelques décennies est d'abord de comprendre les changements climatiques (en ceci, il faut saluer le travail du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat), puis d'envoyer un signal clair et crédible à la société, et en particulier aux producteurs (une grande partie du secteur privé), quant au besoin de réorienter la matrice industrielle de notre civilisation.

En effet,

d'électricité, de chaleur et de combustibles. Ce sont les résidus de cette production (les gaz à effet de serre, en particulier le dioxyde de carbone) qui sont à l'origine des changements climatiques. Pour briser le lien direct entre cette production et ces résidus, il faut une révolution technologique permettant de continuer cette production sans les résidus ou, du moins, un captage suffisant des résidus. Certains envisagent des solutions plus extrêmes, comme une intervention sur le climat lui-même (ladite géoingénierie) ou un changement des pratiques culturelles plus ou moins radical (une «décroissance» difficilement acceptable pour la Chine, l'Inde et de nombreux pays d'Afrique qui, de manière justifiable, emploient leurs efforts à se développer).

Comment opérer un changement si vaste ? Deux voies s'ouvrent. La première, la plus rationnelle – mais aussi la plus difficile –, est d'envoyer le signal clair et crédible mentionné plus haut pour susciter des investissements suffisants qui permettent, à leur tour, une révolution technologique. À une bien moindre échelle, cela est déjà arrivé en matière environnementale. Lorsque des secteurs importants de l'industrie trouvent – et protègent par des brevets – les technologies appropriées (par exemple, les substituts aux substances qui appauvissent la couche d'ozone ou, actuellement, des substituts moins nuisibles, mais plus chers, aux substituts précédents), ces secteurs deviennent des forces de changement et poussent leurs Etats à prendre des

« Le droit de l'environnement est très largement un droit économique. »

positions plus progressistes. Cela peut, certes, heurter le sentiment de justice, car la réglementation environnementale se transforme en un avantage concurrentiel pour ces industries. Le droit de l'environnement est très largement un droit économique. Pour cette raison, les négociations internationales butent souvent sur des questions de financement et de transfert de technologies, car les Etats qui se voient désavantagés sur un plan concurrentiel ne sont pas prêts à changer les règles du jeu à leur détriment. Cela explique aussi pourquoi on ne peut pas comprendre les négociations climatiques en limitant notre regard à un processus spécifique, négligeant des questions relatives au commerce, à la propriété intellectuelle, aux investissements et à bien d'autres domaines connexes.

En matière de changements climatiques, cette «voie technologique» est d'autant plus difficile à emprunter que, le changement nécessaire affectant les bases de notre civilisation, quelques technologies ponctuelles ne suffiront pas à changer la configuration d'intérêts (comme cela a été le cas pour la protection de la couche d'ozone). Mais le point de départ de

cette voie reste le même : un signal clair et crédible.

La seconde voie, malheureusement fort probable, est bien moins souhaitable car plus destructrice et encore plus injuste dans ses effets : une réglementation introduite à la hâte pour faire face à des catastrophes naturelles récurrentes. J'espère ne tromper quand je pense que nombre d'entre nous assisteront au développement de cette voie au coût humain et financier énorme en quelques décennies seulement, lorsque les effets des changements climatiques se préciseront dans notre quotidien.

Cette vue plus générale de la question climatique aidera, je le souhaite, les lecteurs et lectrices à faire face au flot d'information et de désinformation sur les changements climatiques qui nous attend en 2015. Prendre du recul par rapport à l'actualité ne revient pas à minimiser l'importance de tel ou tel développement, mais au contraire à s'affranchir de la cacophonie d'informations pour pouvoir distinguer ce qui est véritablement important de ce qui ne l'est pas et, enfin, choisir entre l'une ou l'autre voie.



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

LEARNING BY DOING

Law Clinic Helps Smaller Stakeholders Influence and Benefit from Trade Regimes

The World Trade Organization, bilateral investment treaties and planned agreements such as the EU-US Transatlantic Trade and Investment Partnership deeply affect lives worldwide. Yet access to information and expertise to influence these institutions or affect their negotiation or dispute settlement outcomes remains restricted to resourceful players.

The Graduate Institute's Trade and Investment Law Clinic, initiated by Professor Pauwelyn in 2009 and now in its 6th edition, aims to empower even the smallest of stakeholders concerned by trade and investment regimes, giving them a say on the matters that concern them the most.

At the clinic, students work in small groups on complicated legal issues for real clients, pro bono of course. During autumn 2014, clients included the Centre for International

Environmental Law, the International Monetary Fund, a United States lawmaker and a coalition of developing countries. Projects ranged from business and human rights to climate change legislation, and from capital flow restrictions to new industrial policies and their compliance with trade and investment treaties. The secret of the clinic's success is its highly qualified and motivated students combined with close and intense supervision by Professor Pauwelyn and a team of assistants. Skills workshops on legal writing, document organisation and oral presentation complement interactive sessions, small group tutorials and student-client meetings. The clinic is demanding for students, but it is also highly rewarding. The final product submitted to clients is invariably of high quality and practical use.

The clinic has concluded 44 legal projects to date and now offers its services online through the creation of TradeLab where anyone in the world can post a legal issue. Some legal questions can be answered quickly by one of the more than 60 qualified lawyers who offer some of their time for free. Other projects are routed to the Institute's clinic or to one of its newly established sister clinics at Georgetown Law School and Ottawa University. A new clinic is planned at Qatar University thanks to funding obtained from the Qatar National Research Foundation.

In its small way the clinic tries to open the doors so that smaller stakeholders, especially non-governmental organisations and developing countries, can influence and benefit from trade and investment regimes.

To learn more about the clinic or to submit a legal project, please contact Professor Pauwelyn or see
→ graduateinstitute.ch/trade-law-clinic
→ www.tradelab.org

INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

LAWWITHOUTWALLS: STUDENTS ADDRESS FUTURE CHALLENGES IN INTERNATIONAL LAW

Following its successful experience in 2014, the Graduate Institute has renewed its participation in LawWithoutWalls (LWOW), an international programme based on innovating legal education and practice. LWOW helps current and future lawyers shift their mindset towards a more entrepreneurial way of thinking about and practising law. It brings together nearly five hundred students, entrepreneurs, lawyers, academics and business professionals from around the globe to work on cutting-edge issues at the intersection of law, business, technology and innovation.

Selected students from nearly thirty law and business schools across 14 countries, including Harvard, SciencesPo, Stanford and University College London, are teamed up at the KickOff event to construct the foundations of a three-month virtual collaboration. During this time the students engage in the development of sustainable projects in order to create entrepreneurial solutions to practical issues faced in legal education and practice. Their work is closely supervised by the LWOW community through a system of deliverables and virtual lectures and by the mentors assigned to each team based on their background and expertise. The programme culminates in a final competition-style event on the campus of the organising institution, the University of Miami Law School,

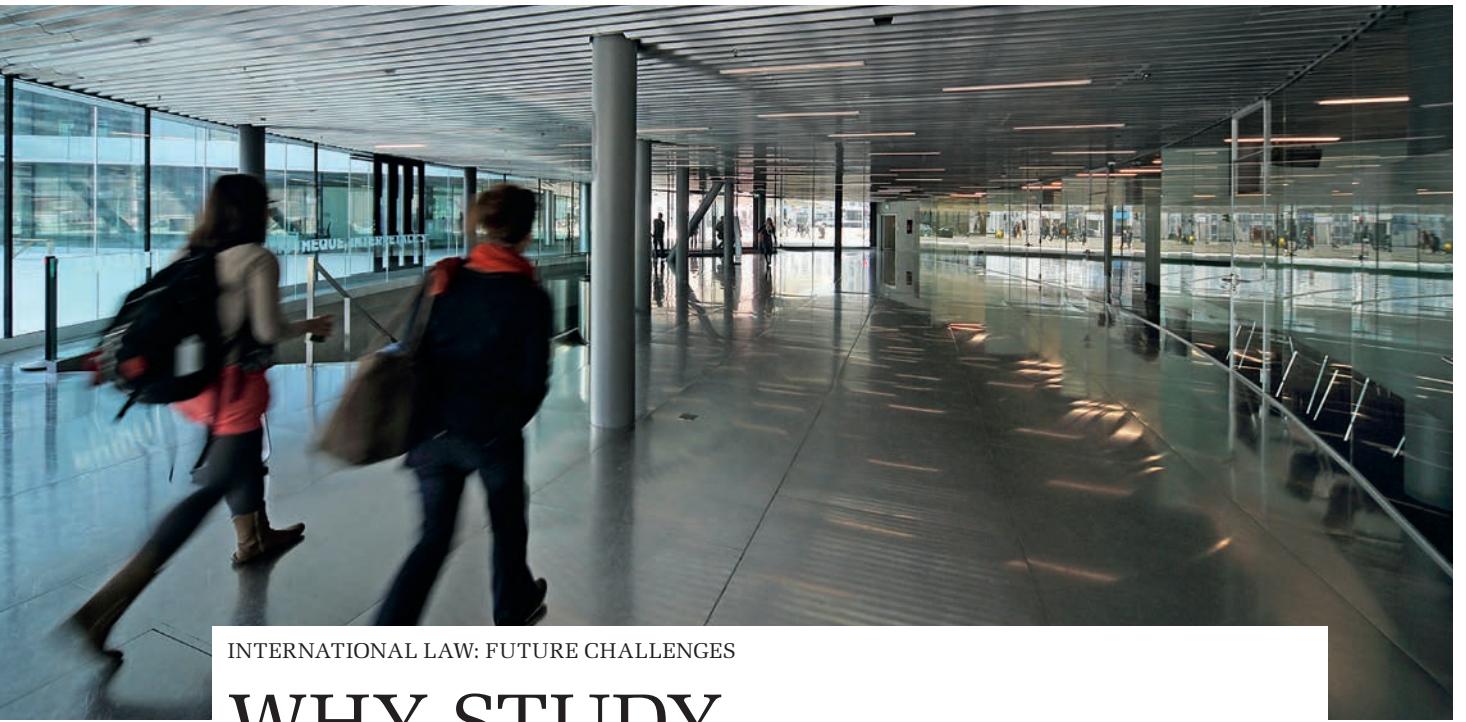


where all the teams present their projects to a jury of venture capitalists and experts.

This year the objective of the Institute's participation will be to ground the programme in Geneva, building on the experience of Giorgia Linardi, Master's Candidate in International Law at the Institute and LWOW alumna. She is supervising this year's edition, directing the work of the students towards the development of a solid local network and liaising with law firms and international organisations. The aim is to reveal the potential of LWOW while creating professional opportunities for students and increasing the reputation of the Graduate Institute as an innovative institution linking education with the professional world.

Commenting on the development of the project her team presented in 2014, Ms Linardi says: "Our network

→ www.lawwithoutwalls.org



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

WHY STUDY INTERNATIONAL LAW AT THE GRADUATE INSTITUTE?

JACQUELINE REID, Canada

Master Candidate in International Law



I learned of the Graduate Institute when I was studying for my MA in International Relations at the University of St Andrews in the United Kingdom. It was their enthusiasm and experience with the Institute that encouraged me to apply, knowing that it would be both a challenging and enriching experience.

I feel very privileged to study at the Institute. Being here has been an experience of profound personal intellectual growth. I am certainly acquiring new skills and a deeper understanding of international law. But, more importantly, I am forced to critically examine

the legal tools at our disposal. By questioning my understanding of what law is and how we use it, I am encouraged to think creatively about the challenges within law and the social challenges that international law addresses.

This critical reflection has made my experience at the Institute a personal one. It has become a process of finding myself within the field of law. Through the ideas fostered in our classes, I am developing my own understanding of law, its purpose and how I can choose to move forward with these ideas. By not just seeing international law as a field external to myself but by grounding myself within it, I am starting to feel personal strength in how I use it.

This development is not an isolated process but occurs within a constellation of people at the Institute who challenge and encourage me. There are of course the professors, but my fellow students have been equally valuable. Knowing that I can approach a colleague, start a sentence with "I had a thought...", and have a coffee and chat things through is both intellectually stimulating and supportive.

There are undeniable tangible benefits to being at the Institute (location, resources, classes, internship opportunities, etc.), but what I am most grateful for is this personal intellectual development that the approach of the Institute fosters.

KLARA POLACKOVA VAN DER PLOEG, Czech Republic
PhD Candidate in International Law



While international law was initially a system regulating interstate interactions and operating largely behind closed doors in foreign affairs ministries, it has now made its way into people's everyday lives, into international and domestic courtrooms, and into news stories and headlines. International law now directly incorporates a multiplicity of entities other than states into its framework and regulates or affects a dynamically expanding range of human activities. At the same time, international law has been not only a technical tool for the execution of changes in global governance and relations, but also a vehicle for bringing about normative legal changes themselves. The

study of international law, both its developing norms and larger societal operation, has thus arguably become more challenging than ever.

When deciding where to carry out my doctoral project, I searched for a place where I would receive the required guidance, inspiration and flexibility to complete research that is truly original, personal and at the forefront of international law. The Graduate Institute stood out among other schools in several respects that have proven invaluable.

The Graduate Institute's international law faculty is exceptionally numerous and diverse, both in terms of subject-matter expertise and methodology. Additionally, at any point in time, several dozen doctoral students in international law are in residence, many of whom possess several years

of professional experience with international organisations, in private practice or in governmental positions, including ambassadorial appointments. This setting generates a rich, varied and experienced intellectual milieu that allows for the testing of ideas, discussion and feedback on research from a range of viewpoints. In addition to individual supervision, doctoral work in the first year includes an obligatory doctoral seminar that encourages creativity and critical reflection as well as facilitates the clarification and development of each student's doctoral project and an early start to the research. Finally, the library resources are amazing – in fact, I have yet to find an international law volume that is not on the Institute's library shelves.

LEÓN CASTELLANOS JANKIEWICZ, Mexique
Doctorant en droit international



Comme tout établissement suisse, l'Institut cultive l'excellence. Il partage des origines avec les Nations Unies et constitue le premier centre de recherche entièrement dédié à l'ordre public international. Ses enseignants et élèves ont toujours composé une variété équilibrée d'érudits et de praticiens – avec une bonne dose d'aventuriers. Au fil du temps, on a compté parmi leurs rangs des officiels

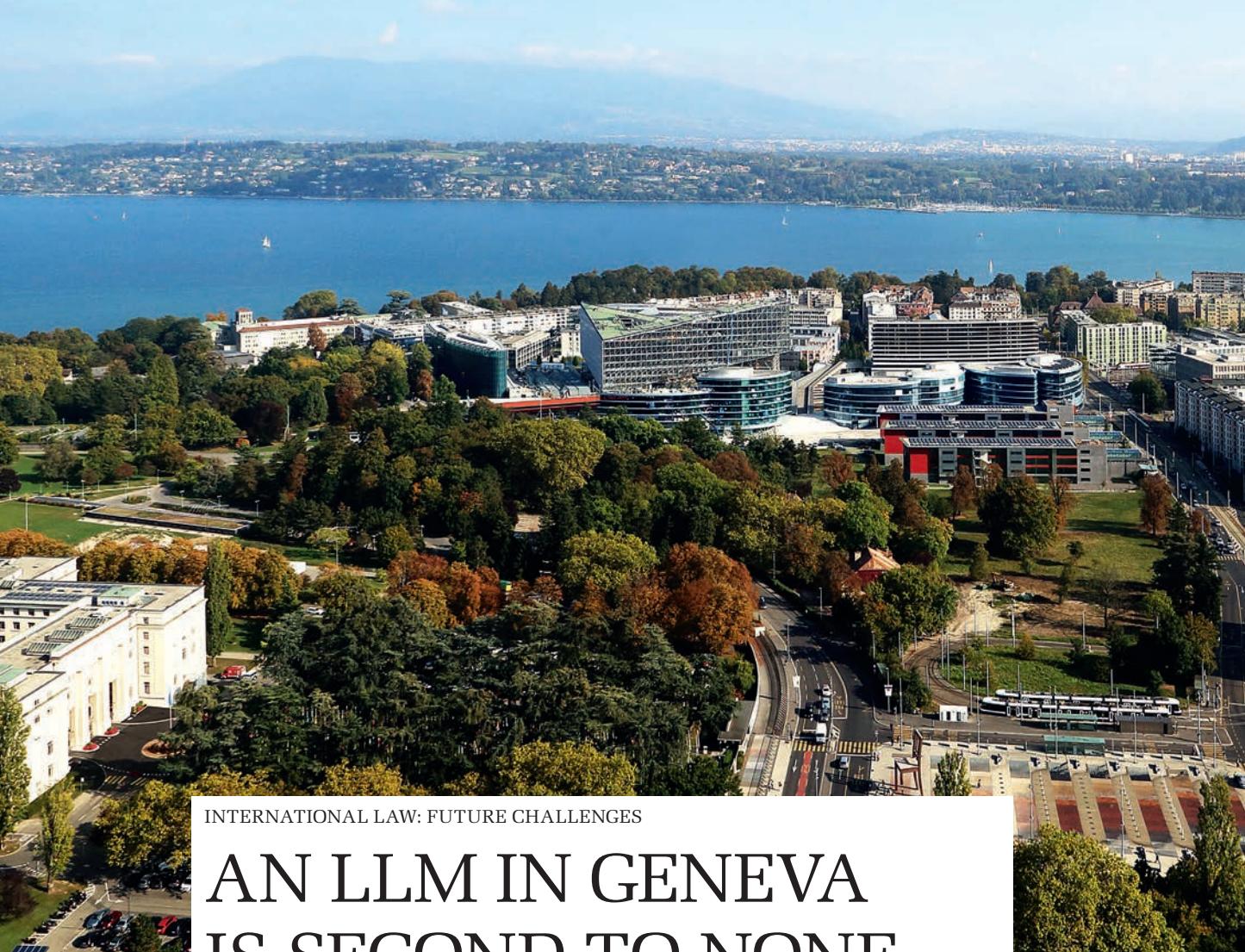
de la Société des Nations, le sommet de l'intelligentsia européenne pendant la Seconde Guerre mondiale

et, aujourd'hui, des chercheurs et diplomates globalement reconnus.

J'ignorais tout cela il y a sept ans, quand j'ai présenté ma candidature au master en droit international. J'avais étudié au Mexique auparavant, et arrivais en novice sur le marché international de l'éducation. Mais le jeune professeur qui m'avait initié au droit international m'a recommandé l'Institut pour sa renommée et son enseignement rigoureux. Une affinité spontanée pour l'Institut m'a attiré à Genève, et je n'ai pas hésité à venir en dépit d'autres offres généreuses.

Avec le recul, l'accent sur le cosmopolitisme à l'Institut a frappé mon imagination. Une fois ici, j'ai

découvert que toute la communauté partage son précepte fondamental : on pense et agit en fonction de l'ensemble (comme le *kosmopolites* grec, un citoyen du cosmos). Cela m'a donné la confiance et l'assurance nécessaires pour faire de Genève mon foyer académique. Le voyage continue à travers mes études doctorales, et j'ai trouvé passionnant et stimulant de demeurer à la hauteur de l'excellence de l'Institut. Enfin et surtout, je constate que partager le savoir tout en apprenant des autres apporte un véritable bonheur.



INTERNATIONAL LAW: FUTURE CHALLENGES

AN LLM IN GENEVA IS SECOND TO NONE

Aerial view of the
Campus de la paix.
Gérald SCIBOZ

The Institute has been enriching its portfolio of Master of Laws (LLM) programmes. The offering is now broad enough to cater to most interests in international law, from generalists to specialists, and from human rights to economic and environmental law, as well as on substantive and procedural matters. As a result, combined with significant networking opportunities, Geneva now features prominently on the LLM map.

Legal practice today requires lawyers to be fluent in legal knowledge and to possess a range of professional skills. In addition to a wide selection of academic courses, our LLM programmes are committed to cultivating the transferable skills lawyers need to succeed. As such, law clinic projects with Geneva-based organisations offer valuable client-facing experience, while practical workshops on legal writing and presentation skills, as well as internship components, provide the best opportunities for our LLM graduates to distinguish themselves in a competitive employment market.

Our LLMs are aimed at lawyers wishing to pursue a career in legal practice.

- The LLM in International Law offers comprehensive training in public international law
- The LLM in International Dispute Settlement and the LLM in International Humanitarian Law and Human Rights are tailored for specialisation. Both are offered jointly with the University of Geneva
- The LLM in Global Health Law and International Institutions, a joint programme with Georgetown Law in Washington, D.C., permits study in two major health capitals



RECHERCHE APPLIQUÉE

Applied Research for Givaudan Value Chain Certification and Sustainable Development: The Case of Vetiver in Haiti

Vetiver production
in Haiti.
© Givaudan

Givaudan uses natural ingredients from around the world to create fragrances and flavours. Working with suppliers and local communities, sometimes in vulnerable areas, Givaudan seeks to ensure the sustainability of the natural ingredients it uses. In Haiti, Givaudan works with a cooperative bringing together three villages in the area of Les Cayes to produce vetiver, a type of grass with deep roots producing an iconic essential oil used in perfumery. The vetiver sourced from this cooperative and the locally produced oil are certified by Ecocert ESR (organic and fair trade), which guarantees minimum prices, regular technical support and environmental best practices.

The research our students carried out for Givaudan aimed at assessing the company's initiative in the area and how it impacts the population of the three communities. In other words: how can company efforts to ensure the

long-term supply of vetiver from Les Cayes be reconciled with improving the livelihood of the people in the region? For that purpose, in 2012 Givaudan conducted a survey among 180 people from the three villages and covering a broad range of issues, such as education level, health, economic activities and community infrastructure.

The students were asked to analyse the results of this survey and subsequently to carry out field research, interviewing cooperative committee members, vetiver workers and the population in general, over a period of three weeks. They aimed at better understanding the production process, the functioning of the cooperative and the communities that are involved and impacted by vetiver production. Based on their findings, they provided to Givaudan a series of recommendations to improve even further local livelihoods.

ANDREA LIZARZABURU (Ecuador)
Master in Development Studies |
2013–2014



“ For me, the ARS [Applied Research Seminar] is one of the strongest components of the interdisciplinary programmes at the Institute. We had the opportunity to carry out real field research in the remote area of Les Cayes in Haiti. Working with the people and researching ways to make their livelihoods more sustainable was the best part. I have gained experience in entrepreneurship, innovation and trade. This project constitutes a key contribution to the building of my career. ”

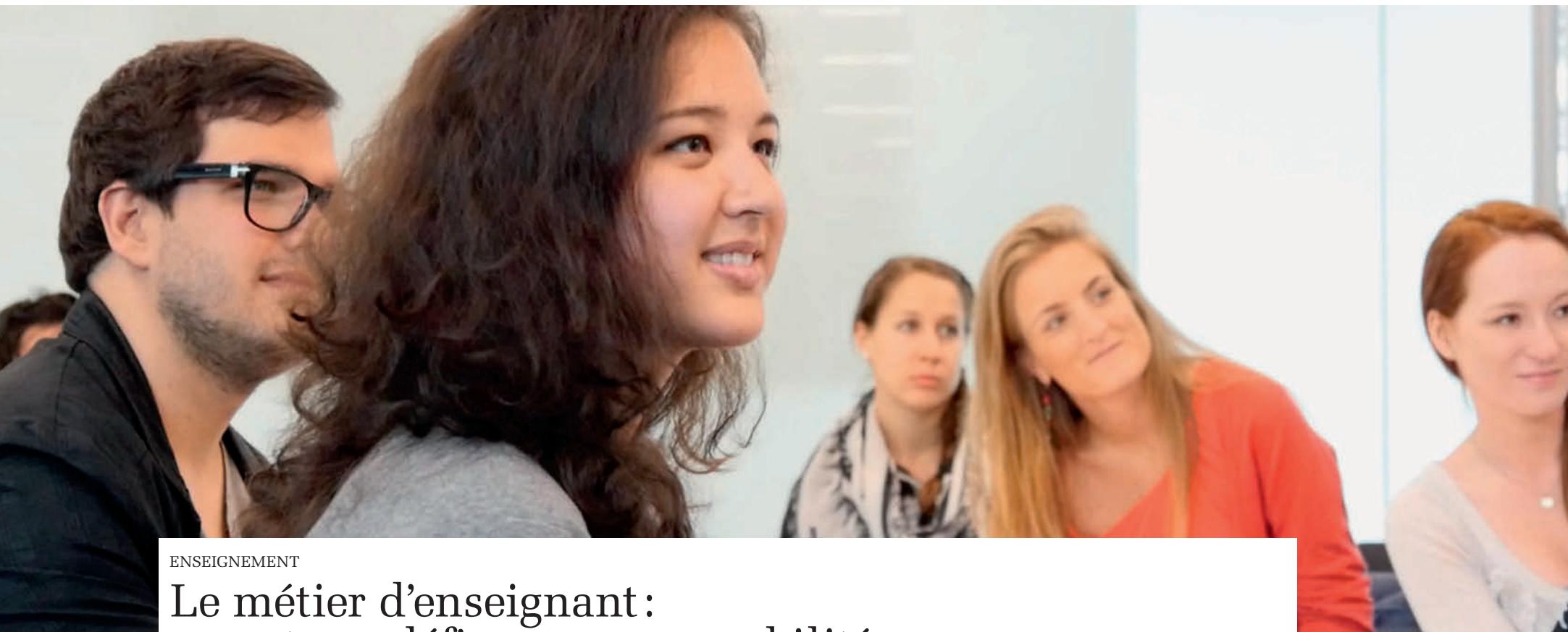


LAETITIA VUILLEMENOT
Responsible Sourcing Partnerships Manager |
Natural Ingredients, Givaudan

“ Having students specialised in international and development studies producing a report by applying some of the theoretical underpinnings gained in the classroom to the

concrete example of vetiver villages was a very valuable input for Givaudan. Some of the students' findings and recommendations are useful in fine-tuning the next steps of the vetiver projects in Haiti. ”

The Applied Research Seminar provides students of the Graduate Institute's interdisciplinary Master in Development Studies (MDEV) and Master in International Affairs (MIA) the opportunity to gain hands-on experience working with external partners on "real world" projects. The projects are carried out by two to four students who engage in desk-based research, interviews, data collection and analysis under the guidance of Graduate Institute faculty, and present their results in the form of a written report and an oral presentation.



ENSEIGNEMENT

Le métier d'enseignant: un art, un défi, une responsabilité

Isabelle Milbert

Professeur d'anthropologie et de sociologie du développement



Enseigner à l’Institut a toujours été un immense plaisir, car nous nous trouvons face à une extraordinaire diversité d’étudiants, une palette de jeunes intellectuels motivés et attentifs. Des étudiants assez matures, qui souvent connaissent déjà le monde du travail, qui ont beaucoup lu et qui sont passés par un strict processus de sélection. Dans un tel contexte, un dialogue doit s’instaurer pour qu’eux-mêmes puissent développer leurs idées, aussi bien devant leurs pairs que dans un texte suffisamment long pour mêler théorie et pratique, revue de la littérature et réflexions personnelles. Le temps d’un cours est si bref; il est appréciable qu’il puisse être prolongé par les lectures et le travail personnel de chacun. Il est aussi important que je puisse faire part de mes commentaires à chaque étudiant, que ce soit après un exposé ou après un travail écrit: le dialogue est riche et l’apprentissage pédagogique très rapide.

J’enseigne à l’Institut depuis vingt-cinq ans, mais je suis incapable de donner le même cours deux fois, cela ne m’intéresse pas. Impossible donc de ne pas préparer, modifier, améliorer un cours jusqu’au dernier moment, telle une débutante! Ou tel un pianiste, qui prend des risques lors de chaque récital... Et il reste quelques défis, qui ne se résoudront jamais que dans un fragile équilibre.

Premier défi: le bilinguisme. Ma frustration, il y a dix ans, était d’enseigner en français sur l’Asie du Sud à des étudiants qui n’en étaient pas originaires. Aujourd’hui, je rencontre plutôt le problème inverse: j’enseigne en anglais à des étudiants dont une proportion respectable vient d’Asie, mais dont peu ont un accès facile à la riche littérature scientifique francophone. Or, si un bon nombre d’étudiants refusent d’entrer en matière, d’autres ont une attente forte quant à un enseignement bilingue. Une solution serait de créer un examen obligatoire de français à la fin de la première année, mais cette idée n’a jamais été très populaire...

Deuxième défi: donner du temps, à l’intérieur du séminaire, pour la parole participative des étudiants, leurs exposés (indispensables à l’apprentissage d’une communication orale efficace), tout en devant réserver plus de la moitié du temps du séminaire pour le cours lui-même. Mon objectif est non seulement de transmettre un contenu et des méthodes, d’intégrer les étudiants dans un réseau de recherche sur un thème qu’ils connaissaient mal jusque-là, mais aussi de les aider à développer des formes de communication écrite et orale aussi efficaces que possible. Le défi est alors de laisser les plus timides s’exprimer, de donner

confiance à ceux qui restent silencieux, tandis qu’au contraire d’autres étudiants ont une vue très classique d’un séminaire, du professeur qui parle du haut de la chaire et dont on absorbe la connaissance. Heureusement, les outils développés au cours des dernières années facilitent la parole de tous et améliorent la communication avec la communauté des chercheurs et entre étudiants. Le Moodle, par exemple, permet de placer des commentaires ou des articles sur l’espace commun du cours.

Troisième défi: transmettre les résultats de recherche. Les étudiants arrivent avec des bases si diverses et des projets si variés qu’il est indispensable de recréer un socle commun, au risque de lasser certains. Les produits scientifiques de la remarquable communauté de chercheurs travaillant sur les questions urbaines doivent bien sûr être transmis, mais ils doivent aussi être filtrés et sélectionnés en fonction des intérêts de chaque étudiant, et c’est la raison pour laquelle je reçois individuellement chacun d’entre eux. Par ailleurs, les thèmes développés dans mes propres recherches sur les disparités sociales dans la ville, les mouvements sociaux, la citoyenneté ou les diasporas en Asie du Sud donnent lieu à des écrits très spécialisés, dans l’espace (villes indiennes) et dans leur contenu.

Il s’ensuit que mon enseignement est bien distinct de mes travaux: qui s’intéresserait à 28 heures de séminaires consacrés entièrement à l’habitat de pauvreté en Inde? Ou à la conservation du patrimoine? Ou à l’industrie du luxe en Asie? Il faut donc trouver un équilibre entre les occasions de discuter mes propres résultats de recherche dans mon cours et l’obligation d’aborder les enjeux de façon plus large.

Je suis impressionnée par la responsabilité que nous portons en tant qu’enseignants, avec ce rôle intellectuel, et parfois personnel, dont nous mesurons si mal la portée. Il m'est arrivé de recevoir, après plusieurs années, des nouvelles d'un étudiant qui a suivi mon conseil de faire un doctorat et poursuit sa carrière académique au Canada, ou d'un autre qui m'envoie une citation d'un de mes cours que j'ai moi-même totalement oubliée! J'apprends parfois que le choix d'un sujet de mémoire, ou la mise en relation avec tel ou tel collègue, a finalement débouché sur un recrutement. Au retour de quelques mois de congé sabattique, je me réjouis de retrouver ces occasions nombreuses de construire ensemble avec collègues et étudiants.

In Memoriam

YVES COLLART

C'est tout un pan de l'histoire de l'Institut qu'incarnaient Yves Collart, décédé le 29 octobre 2014. Arrivé à l'IUHEI à la fin des années 1950 et nommé professeur en 1969, il y a enseigné l'histoire des relations internationales jusqu'en 1996. Pour ceux qui l'ont connu, il personnifiait le lien entre deux époques et deux Instituts très différents : celui où il était entré en pleine guerre froide, qui tenait tout entier dans la villa Barton et où le principal thème de réflexion et d'étude était le conflit bipolaire, ses origines, ses dangers, son évolution possible, et l'Institut qu'il a quitté en prenant sa retraite mais a continué de fréquenter, en passe de devenir à la fois plus grand et plus ouvert sur le monde.



Pendant presque trente ans d'enseignement, ses sujets d'intérêt et de cours ont été le reflet d'un esprit habité par la curiosité : le mouvement socialiste international, les petits Etats, notamment la Suisse et sa politique étrangère, mais aussi l'Amérique (où il avait séjourné dans les années 1950) et les Antilles (il y avait dirigé l'Institute of International Relations de Trinidad), l'histoire des relations internationales en Europe, le colonialisme, la décolonisation, le « tiers-monde » – et toujours avec une attention particulière pour les modalités du travail de l'historien et pour les matériaux dont il se sert, qui l'avait amené à se pencher, avec l'enthousiasme qui le caractérisait, sur les sources audiovisuelles de l'histoire. Nombreux sont ceux qui ont gardé en mémoire sa manière rigoureuse et subtile de lire les documents et de les faire parler. Mais par-dessus tout, ils se souviendront d'une personnalité chaleureuse et extraordinairement généreuse : rares, en effet, sont les enseignants aussi dévoués à leurs étudiants que l'a été Yves Collart.

Bruno Arcidiacono
Professeur d'histoire internationale

MARTIN RIESEBRODT

Martin Riesebrodt held the Yves Oltramare Chair for Religion and Politics at the Graduate Institute from 2012 until his untimely passing away on 6 December 2014 in Berlin.

Trained in social anthropology, sociology and Iranian studies, he taught at the universities of Heidelberg and Munich before taking up a professorship in sociology at the Department of Sociology and at the Divinity School at the University of Chicago, where he taught from 1990 to 2011.



Not only was he an Associate Director of the Max-Weber-Archives, he was also among the best known interpreters of the great German sociologist's work on comparative religion, offering novel readings of Weber's key ideas of prophecy, charisma and *religiöse Vergemeinschaftungen*. But it was his book *Die Rückkehr der Religionen* (2000), on the return of religions in the form of fundamentalism and "culture wars", that won him a large readership in the German-speaking world. His earlier book *Pious Passion* (1993) is a brilliant comparison of modern Christian and Shiite fundamentalisms in the USA (1910–1928) and Iran (1961–79) respectively. It is an insightful and unconventional analysis of the origins and development of these two phenomena as patriarchal protest movements. His most recent book, *The Promise of Salvation* (2010), formulates a general theory of religion in sociological terms.

Martin Riesebrodt was a profound scholar of religion and, more recently, of secularism in a comparative perspective, who, with characteristic modesty and a wry sense of humour, wore his learning lightly. We will miss his erudition as much as the twinkle in his eye as he shared irreverent stories on the everyday and the transcendental.

Shalini Randeria
Professor of Anthropology
and Sociology of Development

ALUMNI

Portrait

THIERRY ZOMAHOUN

DEA in Development Studies, 2004
President and CEO of the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS)



My time at the Graduate Institute marked a pivotal moment in my academic and professional life; the knowledge, experience and leadership acumen I gained have propelled my success, whether it be speaking to presidents and prime ministers, interacting with policy advisers and programme managers, or advising students and lecturers. The Graduate Institute is a world-class academic institution that skilfully combines scientific excellence and accelerated career development: a formula that I have also emulated in the global education development initiatives I have led.

The Graduate Institute's foundation, balancing theory, case studies and evidence-based methodology, has served me well. My passion for helping young people develop the leadership and technical skills necessary to lead their communities, economies and societies to be more equitable, prosperous and secure owes a great deal to the inspiration my professors, colleagues and scholarship provided when I studied in Geneva.

Upon completing my DEA at the Graduate Institute in 2004, I took on senior executive and leadership roles as country director, regional director, chief executive officer and board director for several international organisations worldwide. Through these positions I have become a strong advocate for science, business and innovation in leading Africa's transformation. For example, working with the International Organisation for La Francophonie, I have applied a principle I learned about the importance of the link between sound education policy, investments in higher learning and the role of women in research and development as essential to transforming Africa to be the next hub of innovation in science and technology.

Today, as President and CEO of the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) Global Group, I am leading the AIMS Next Einstein Initiative, a pan-African education programme designed to train the next generation of African scientific scholars and leaders. I oversee the growth of a global network of world-class scholars and academics from 36 countries and hundreds of graduates from 41 African nationalities. AIMS has won international acclaim and recognition for its scientific training model for applied mathematical solutions to the development fields of greatest relevance to Africa.

I am also the Founder and the Chair of the International Steering Committee of the AIMS Next Einstein Forum, a global forum for science and the first ever to take place on African soil.

For more information, visit
→ www.nexteinsteinst.org/thierry-zomahoun1

You can also follow Thierry on Twitter at
→ [@ThierryZomahoun](https://twitter.com/@ThierryZomahoun)

Une approche sociologique de la diplomatie nucléaire

Dans *Fallout : Nuclear Diplomacy in an Age of Global Fracture*, Grégoire Mallard, professeur adjoint d'anthropologie et de sociologie du développement, montre pourquoi certaines nations ont accepté en bloc les limites imposées par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à leur souveraineté, tandis que d'autres pays ont négocié des dérogations ou n'ont jamais accepté de rentrer dans le cadre de ce traité et du régime qui s'en est suivi. Dans cet entretien, l'auteur nous en dit plus sur les différents rapports qu'ont noués certains régimes régionaux avec ce régime global.



M. Grégoire Mallard.

Pour commencer, quelle est l'originalité de votre approche ?

D'un point de vue théorique, les sociologues et les anthropologues ne se sont généralement pas intéressés à l'évolution temporelle des interprétations des règles établies par les traités. On peut donc avoir du mal à concevoir que des changements de doctrine et d'interprétation soient liés à des évolutions sociologiques.

D'un point de vue empirique, les sociologues ont laissé de côté l'analyse des règles concernant les aspects plus techniques de la sécurité internationale, comme les enjeux de désarmement, de non-prolifération de certaines armes ou de technologies à double usage. Dans leur grande majorité, ils laissent ce terrain aux politologues et concentrent leurs études de l'international (dans sa dimension juridique) sur la protection des droits humains, des droits des minorités ou des populations autochtones, sur l'action humanitaire ou encore sur l'action en faveur de la réduction des inégalités de développement.

L'approche sociologique que je propose permet de renouveler et de compléter celle des juristes. Elle s'intéresse aux conflits et tensions entre des régimes globaux et régionaux et à la façon dont ces conflits peuvent être résolus, ou tout au moins atténués. Ainsi, mon livre se concentre sur les interactions entre le régime régional mis en place en Europe par le second traité de Rome (Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, EURATOM) et le régime global qui s'est formé autour de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), puis du TNP. Personne n'avait encore mis en lumière le rôle décisif joué par Jean Monnet et son groupe sur l'issue des négociations du TNP, et sur la façon dont les règles prévalent dans les deux régimes ont été harmonisées.

Comment une approche sociologique permet-elle de traiter des questions de gouvernance globale et de la réduction des fractures dans le système international ?

Cette approche permet d'éviter deux écueils correspondant à deux types d'approches opposées. La première approche adopte une lecture « internaliste » du droit, selon laquelle les facteurs « externes » au droit (comme des changements géopolitiques ou des évolutions sociologiques parmi les élites politiques) ne devraient pas avoir d'influence sur l'évolution du droit international en général, et donc sur l'interprétation des règles spécifiques établies par les traités ou autres conventions. La seconde approche considère au contraire que ce que disent ces textes est infiniment malléable et sujet à mille réinterprétations qui varient au gré des rapports de pouvoir entre grandes puissances ou en fonction de coalitions transnationales qui pèsent sur l'opinion publique. Dans cette approche dite « externaliste », point n'est besoin de lire les traités ou les textes qui posent des normes juridiques puisque, de toute façon, ce seront les intérêts des grandes puissances qui détermineront l'évolution des grands équilibres géopolitiques.

Le cadre sociologique mis en place dans *Fallout* tente de garder un certain équilibre entre ces deux positions extrêmes. Mon livre montre que le droit des traités compte éminemment dans la gouvernance globale et que les problèmes soulevés par la pluralité de régimes de règles (qui parfois se croisent) pèsent sur l'évolution du régime de non-prolifération, mais pas forcément au sens où le droit évoluerait indépendamment de facteurs géopolitiques ou sociologiques. Au contraire, les mécanismes sociologiques sont au cœur de l'évolution et de l'interprétation des régimes de règles, du traitement des conflits de règles et de leur impact sur le système international.



ITALIE, Rome : Les représentants des six pays signataires des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). 25 mars 1957. AFP

Comment votre livre peut-il éclairer les débats récents au sujet des questions de non-prolifération ?

D'une part, *Fallout* apporte une dimension historique essentielle aux questions de gouvernance globale et de non-prolifération nucléaire. Sans cette perspective historique, il n'est pas possible de comprendre les positions de l'Inde, du Pakistan et d'Israël – les trois pays qui n'ont jamais signé le TNP – au sujet du régime global de non-prolifération.

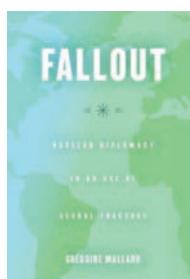
D'autre part, grâce cet éclairage dans la durée, *Fallout* modifie la question principale posée par la plupart des analystes sur le TNP. Au lieu de lier la question de la durabilité du régime global, qui s'est construit autour du TNP, à une stricte question de mise en application, de monitoring et de sanctions en cas de violations du régime global par les Etats membres (comme l'Iran), le livre montre que l'universalisation du TNP, et donc l'inclusion des trois pays non signataires, est au centre de la problématique actuelle de la durabilité du régime.

Enfin, *Fallout* redéfinit les termes dans lesquels on pose généralement cette question de l'universalisation du TNP. Pour les trois pays qui sont encore en dehors du régime, il ne s'agit pas d'une simple « adhésion », mais bien d'une « harmonisation » entre les règles du régime global et celles de régimes régionaux qui, bien souvent, fonctionnent de manière opaque (le réseau d'échanges de technologies à double usage formé par le Pakistan et ses clients étant l'exemple le plus marquant).

Mais, comme en témoignent l'inclusion de l'EURATOM dans le régime global ou, aujourd'hui, celle de l'Inde à qui la communauté internationale a récemment proposé d'adopter tous les instruments du régime de non-prolifération à l'exception du TNP – voie que le Pakistan voudrait prendre,

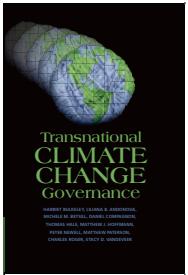
mais qui lui est à présent refusée –, l'inclusion ne peut se faire que si certaines dérogations sont accordées au nouvel entrant. Se pose dès lors la question de savoir si les dérogations ne sont pas si importantes qu'elles remettrent en cause les engagements pris par l'ensemble des pays déjà signataires du TNP.

Cette question de l'harmonisation est donc beaucoup plus compliquée que celle de l'application et du monitoring des engagements pris par les Etats déjà membres puisqu'elle demande une vraie renégociation diplomatique dans un cadre multilatéral. C'est ce type de négociation que la communauté internationale a demandé aux gardiens du TNP d'engager avec Israël pour la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient – engagement qu'ils se refusent encore à honorer. Et c'est pour ce type de négociation que *Fallout* peut offrir aux praticiens de la diplomatie des pistes de réflexion très intéressantes.

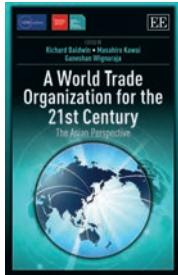


Grégoire Mallard.
Fallout : Nuclear Diplomacy in an Age of Global Fracture.
Chicago: University of Chicago Press. 2014.
384 p.

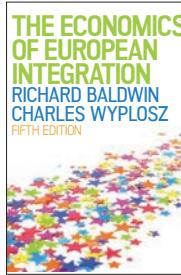
Nouvelles parutions



Cambridge:
Cambridge University
Press. 2014. 222 p.



Cheltenham:
Edward Elgar
Publishing. 2014.
448 p.



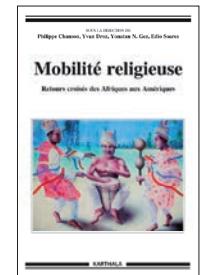
McGraw-Hill Education.
1 April 2015. 458 pages.



Coll. Organisation
internationale
et relations
internationales.
Bruxelles: Bruylants.
2014. 322 p.



Oxford Commentaries
on International
Law. Oxford: Oxford
University Press.
July 2015. 1400 p.



Karthala. 2014. 252 p.

TRANSNATIONAL CLIMATE CHANGE GOVERNANCE

Liliana **Andonova**, Harriet **Bulkeley**,
Michele M. **Betsill**, Daniel **Compagnon**,
Thomas **Hale**, Matthew J. **Hoffmann**,
Peter **Newell**, Matthew **Paterson**,
Charles **Roger**, Stacy D. **VanDeveer**

It is increasingly clear that the world of climate politics is no longer confined to the activities of national governments and international negotiations. Critical to this transformation of the politics of climate change has been the emergence of new forms of transnational governance that cut across traditional state-based jurisdictions and operate across public and private divides. This book provides the first comprehensive, cutting-edge account of the world of transnational climate change governance. Co-authored by a team of the world's leading experts in the field and based on a survey of sixty case studies, the book traces the emergence, nature and consequences of this phenomenon, and assesses the implications for the field of global environmental politics. It will prove invaluable for researchers, graduate students and policy makers in climate change, political science, international relations, human geography, sociology and ecological economics.

A WORLD TRADE ORGANIZATION FOR THE 21st CENTURY *THE ASIAN PERSPECTIVE*

Edited by Richard **Baldwin**,
Masahiro **Kawai**, Ganeshan **Wignaraja**

The negotiating function of the World Trade Organization appears to be malfunctioning and there is little end in sight for the current Doha Development Round after several years of talks. Following the Great Recession, murky non-tariff protectionism remains a risk to trade-led growth. In an uncoordinated manner, a plethora of bilateral free trade agreements are setting new rules for international trade. Large mega-regional arrangements – such as the Regional Comprehensive Economic Partnership and the Trans-Pacific Partnership – are attempting to consolidate and shape such rules into 21st-century trade disciplines. However, the future direction of mega-regional negotiations and their relationship with WTO multilateral trade rules are unclear. Against this backdrop, the Asian Development Bank Institute in Tokyo and the Centre for Trade and Economic Integration jointly organised a conference on 11–12 March 2013 entitled "The Future of the World Trading System: Asian Perspectives". With its successful model of outward-oriented development, Asia has increasingly emerged at the centre of gravity of the world economy. The solutions developed in Asia to the "noodle bowl" problem will be of interest to other regions and likely influence the future course of the world trading system.

THE ECONOMICS OF EUROPEAN INTEGRATION

Richard **Baldwin**, Charles **Wyplosz**

Now in its fifth edition, *The Economics of European Integration* not only provides an introduction to the economics of European integration, but also does much more. Since the economics cannot be understood without the essential facts, the first part of the book is devoted to the presentation of key institutional, legal and historical facts. The second part lays out the basic economics necessary to understand the past, current and future debates surrounding Europe on economic integration. This helps the reader understand the issues when it comes to matters ranging from fights over the European Union (EU) budget, faith in the euro, and the benefits and costs of the single market and the free flow of labour. It presents both the microeconomic and macroeconomic, so even readers with a limited economic background should be able to profit from the book. The final part goes into the main EU policies in depth, including the common currency (and the eurozone crisis), the Common Agricultural Policy, regional policy, competition policy and trade policy. The book is aimed at economics undergraduates and international relations and European studies undergraduates and graduates. The fifth edition has been updated to reflect the latest changes stemming from the eurozone crisis – including the new institutional arrangement concerning fiscal discipline, the Single Supervisory Mechanism for bank oversight.

ASILE ET EXTRADITION THÉORIE ET PRATIQUE DE L'EXCLUSION DU STATUT DE RÉFUGIÉ

Dirigé par Vincent **Chetail**
et Caroline **Laly-Chevalier**

Le présent ouvrage est le résultat d'un projet de recherche financé par la Mission de recherche Droit et Justice du Ministère français de la justice et mené conjointement par l'Université de Lille 2 et le Centre des migrations globales de l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève). Il a pour objet d'analyser les relations denses et complexes entre l'extradition et l'exclusion du statut de réfugié. Chacun de ces domaines spécifiques du droit a longtemps évolué de façon autonome sans égard aux nombreuses interactions qui les unissent. La recherche met en lumière les potentiels et les limites de leur articulation sur la base d'une méthodologie délibérément large, incluant autant des questions de droit international que de droit interne, doublée d'une approche comparative des législations et pratiques nationales les plus représentatives. L'objectif ultime est de dessiner un cadre juridique qui permette de concilier les obligations parfois contradictoires dérivant du droit de l'extradition et du droit des réfugiés.

THE 1949 GENEVA CONVENTIONS A COMMENTARY

Edited by Andrew **Clapham**,
Paola **Gaeta** and Marco **Sassoli**

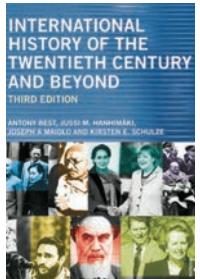
Assistant editors: Iris **Van Der Heijden**,
Ilya **Nuzov**, Julia **Grignon**, Annie **Hylton** and Tom **Haeck**

This publication is the result of a collaboration between faculty from the Graduate Institute and the Law Faculty of the University of Geneva, coordinated and facilitated by the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights. Drawing together over sixty scholars from around the world, this volume of over 1 million words represents the first detailed legal commentary in over fifty years on the four 1949 Geneva Conventions. The result is an up-to-date explanation of the meaning and application of the 1949 Geneva Conventions in context. Particular attention has been paid to the changing nature of armed conflicts and questions related to: the threshold for armed conflict, transnational conflicts, the beginning and end of occupation, the geographical scope of conflicts, and the complex interactions between the Conventions and branches such as international criminal law, refugee law and human rights law.

MOBILITÉ RELIGIEUSE RETOURS CROISÉS DES AFRIQUES AUX AMÉRIQUES

Dirigé par Yvan **Droz**, Philippe **Chanson**,
Yonatan N. **Gez** et Edio **Soares**

La circulation transatlantique des croyances et des pratiques religieuses date de la « découverte » de l'Amérique. Depuis plus de cinq siècles, le commerce des idées et des pratiques s'effectue des deux côtés de l'Atlantique. L'immigration européenne et africaine sur le nouveau continent a longtemps été le lot de mouvements religieux considérés comme hérétiques ou païens par les tenants des Eglises instituées. Ils ont conduit à l'élosion de nouvelles pratiques et croyances intégrées dans un imaginaire religieux rapidement qualifié de « syncrétique » (vaudou haïtien, rastafari, candomblé, etc.). Depuis quelques décennies, un nouveau phénomène apparaît: la vague d'un pentecôtisme polymorphe. Elle provoque une transformation profonde du paysage religieux, tant en Amérique latine que dans les Caraïbes et en Afrique subsaharienne, qui demeure méconnue en Europe alors même que le Vieux Continent joue un rôle de passage pour les missionnaires africains et latino-américains. En portant un regard comparatif sur ces processus de métissage du religieux qui débordent les concepts classiques, ce livre propose un dialogue interdisciplinaire entre des spécialistes du religieux, au sens large, croisant ainsi leurs terrains respectifs.



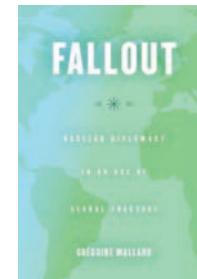
London: Routledge.
2015. 666 p.

INTERNATIONAL HISTORY OF THE TWENTIETH CENTURY AND BEYOND THIRD EDITION

Jussi M. Hanhimäki, Antony Best,
Joseph A. Maiolo and
Kirsten E. Schulze

This hugely successful global history of the twentieth century is written by four prominent international historians for first-year undergraduate level and upward. Using their thematic and regional expertise, the authors have produced an authoritative yet accessible and seamless account of the history of international relations in the last century, covering events in Europe, Asia, the Middle East, Africa and the Americas. They focus on the history of relations between states and on the broad ideological, economic and cultural forces that have influenced the evolution of international politics over the past one hundred years. The third edition is thoroughly updated throughout to take account of the most recent research and global developments, and includes a new chapter on the international history of human rights and its advocacy organisations, including NGOs.

Additional new features include new material on the Arab Spring, including specific focus on Libya and Syria, increased debate on the question of US decline and the rise of China, and a timeline to give increased context to those studying the topic for the first time.



Chicago: University of Chicago Press. 2014. 384 p.

FALLOUT NUCLEAR DIPLOMACY IN AN AGE OF GLOBAL FRACTURE

Grégoire Mallard

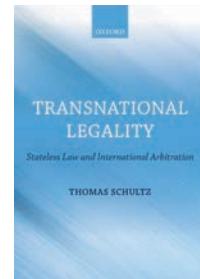
Many baby boomers still recall crouching under their grade-school desks in frequent bomb drills during the Cuban Missile Crisis. Thus far, we have succeeded in preventing nuclear war, and this is partly due to the various treaties signed in the 1960s forswearing the use of nuclear technology for military purposes.

In *Fallout*, Grégoire Mallard seeks to understand why some nations agreed to these limitations of their sovereign will – and why others decidedly did not. He builds his investigation around the 1968 signing of the Nuclear Nonproliferation Treaty (NPT), which, though binding in nature, wasn't adhered to consistently by all signatory nations. He makes the compelling case that who wrote the treaty and how the rules were written – whether transparently, ambiguously, or opaquely – had major significance in whether the rules were followed or dismissed as regimes changed.

Mallard also looks at Europe's observance of treaty rules in contrast to the three holdouts in the global nonproliferation regime – Israel, India and Pakistan – and draws important conclusions about potential conditions that could facilitate the inclusion of the holdouts.

Fallout is an important and timely book sure to be of interest to policy makers, activists, and concerned citizens alike.

Read the interview of the author p. 38.



Oxford:
Oxford University
Press. 2014. 224 p.

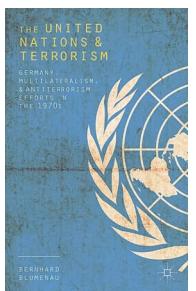
TRANSNATIONAL LEGALITY STATELESS LAW AND INTERNATIONAL ARBITRATION

Thomas Schultz

"What should we call law when it is not the law of one or several states? Does it actually matter what we call law? If it does, how can we take into account the consequences of calling something law when we shape the concept of law in the first place? How does international arbitration help to illustrate the problem?" These are some of the questions addressed in this book. It is an inquiry into the frontiers of what makes law law, and how international arbitration helps test these frontiers.

More precisely, the book offers reflections on the extent to which legality and the rule of law can serve as a moral and political benchmark for transnational stateless regimes – a benchmark, for instance, to assess the political morality of arbitration's current autonomy from states.

The book tries to remind us that law should not be trivialised. A muddled system of guidance should not be called law. Then again, law without the state and without territory undoubtedly is at best around the corner. Perhaps it is already squarely in front of us. The question is where exactly it is. The book tries to help us look, and understand what we see.



Basingstoke: Palgrave
MacMillan. 2014.
312 p.

THE UNITED NATIONS AND TERRORISM GERMANY, MULTILATERALISM, AND ANTITERRORISM EFFORTS IN THE 1970s

Bernhard Blumenau

Bernhard Blumenau presents a thorough understanding of antiterrorism negotiations at the United Nations in the 1970s and an analysis of how West Germany contributed to and eventually led the international battle against terrorism at the UN. A study of German foreign policy but also the story of how the UN addressed terrorism in a decade that was strongly marked by this phenomenon, his book offers an in-depth multi-archival examination of the German motivations for finding an international response to terrorism and the policies Germany pursued in order to achieve this at the UN. German diplomacy was driven by the sheer need for cooperation, but above all by a desire for global influence – a mixture of interests which made the country arguably the biggest champion of UN responses to terror.

The United Nations and Terrorism provides an overview over UN antiterrorism efforts in the 1970s and presents detailed accounts of terrorist crises involving the kidnapping and murder of diplomats, the attack on the Munich Olympics, the OPEC siege, and two aircraft hijackings to Entebbe and Mogadishu. The book shows how they were instrumental in bringing about UN responses to terrorism.



International – Droit.
Genève: Graduate
Institute Publications;
Paris: Presses
Universitaires de
France. Avril 2015.
714 + XXII p.

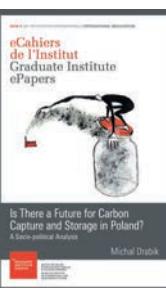
SOUVERAINETÉ TERRITORIALE PAR TRAITÉ UNE ÉTUDE DES ACCORDS ENTRE PUISSANCES COLONIALES ET ENTITÉS POLITIQUES LOCALES

Mamadou Hébié
Préface de Marcelo G. Kohen

Au cours de cinq siècles d'expansion coloniale, le traité a-t-il été un moyen d'acquérir la souveraineté territoriale en toute légalité? Dépassant les idées reçues pour se fonder sur la pratique véritable des acteurs concernés, Mamadou Hébié offre la première étude permettant d'éclaircir l'état du droit positif quant à la portée des accords conclus entre puissances coloniales et entités locales. Outre une monumentale recherche de sources primaires et de la doctrine, il présente un dépouillement rigoureux et détaillé de la jurisprudence ainsi que des écrits et plaidoiries pertinents. L'auteur est parti d'une réalité concrète: le fait colonial s'est imposé, c'est le droit sécrété par les puissances coloniales qui est devenu le droit international. Il prend ainsi les puissances coloniales au mot. En démontrant que celles-ci reconnaissaient une personnalité juridique aux entités locales, il ouvre la voie pour pouvoir sortir du slogan anticolonial facile et non étayé. En effet, comment pourrait-on parler de mauvaise foi des puissances coloniales, de non-respect de l'engagement pris, voire de la nullité ou de l'extinction des accords passés, sans avoir préalablement démontré qu'il s'agissait d'accords régis par le droit international?



→ www.poldev.reviews.org/1794



Michał Drabik.
Graduate Institute ePaper 27. Geneva: Graduate Institute Publications. 2014.

→ www.books.openedition.org/iheid/4649

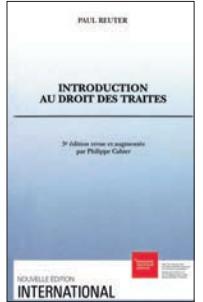
IS THERE A FUTURE FOR CARBON CAPTURE AND STORAGE IN POLAND?
A SOCIO-POLITICAL ANALYSIS

ARTICLES AND POLICY DEBATES

International
Development Policy.
Vol. 5.3. 2014.

Découvrir ou relire les ouvrages tirés du fonds historique de l’Institut

Une sélection de livres de droit international



INTRODUCTION
AU DROIT DES TRAITÉS



L'ACTIO POPULARIS
OU LA DÉFENSE
DE L'INTÉRÊT
COLLECTIF DEVANT
LES JURIDICTIONS
INTERNATIONALES

Paul REUTER
Nouvelle édition en ligne 2014. Genève : Graduate Institute Publications. 3^e éd. 1995.

→ www.books.openedition.org/iheid/1748



L'ORDRE JURIDIQUE
INTERNATIONAL
ENTRE TRADITION
ET INNOVATION



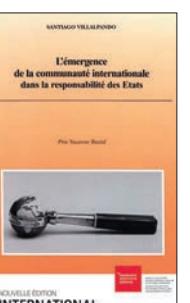
LES SANCTIONS
DES NATIONS UNIES
ET LEURS EFFETS
SECONDAIRES
ASSISTANCE AUX
VICTIMES ET VOIES
JURIDIQUES DE
PRÉVENTION

Christian DOMINICÉ
Nouvelle édition en ligne 2014. Genève : Graduate Institute Publications. 1995.

→ www.books.openedition.org/iheid/1320



POSSESSION
CONTESTÉE ET
SOUVERAINETÉ
TERRITORIALE

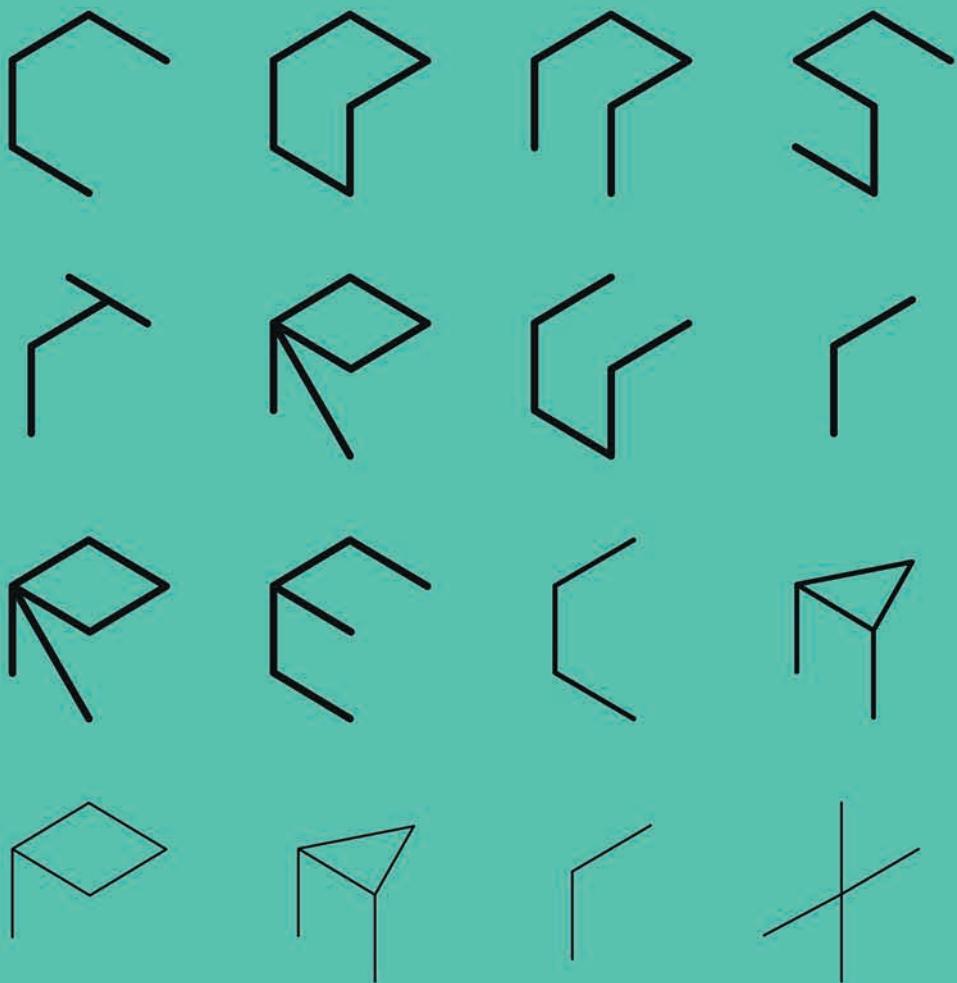


L'ÉMERGENCE DE
LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE
DANS LA
RESPONSABILITÉ
DES ÉTATS

Marcelo G. KOHEN
Nouvelle édition en ligne 2014. Genève : Graduate Institute Publications. 1997.

→ www.books.openedition.org/iheid/1292

Bientôt 100 titres en accès libre → www.books.openedition.org/iheid



14 - 15 - 16
mai 2015

Festival d'histoire Genève
Uni Bastions | Uni Dufour
Maison de la Paix
histoire-cite.ch



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

AVEC LE SOUTIEN
DE LA
VILLE DE GENEVE

Tribune
deGeneve

RTS
Radio Télévision
Suisse

Hes-SO GENÈVE
head
hem

GRADUATE
COLLEGE
GENÈVE
École de sécurité
et de gestion
de l'entrepreneuriat,
de l'innovation et
du développement durable

UNIVERSITÉ
DE GENÈVE